

## PARLEMENT DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

SESSION ORDINAIRE 2012-2013

9 OCTOBRE 2013

### PROJET D'ORDONNANCE

**relative à l'agrément des sociétés  
en tant que coopérative d'activités  
en vue de l'octroi de subventions**

(Doc. n° A-424/1 – 2012/2013)

### PROPOSITION D'ORDONNANCE

**relative à l'agrément et  
au subventionnement  
des coopératives d'activités**

(Doc. n° A-34/1 – S.O. 2009)

### RAPPORT

fait au nom de la commission  
des Affaires économiques,  
chargée de la Politique économique,  
de la Politique de l'Emploi et  
de la Recherche scientifique

par Mme Nadia EL YOUSFI (F)

## BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK PARLEMENT

GEWONE ZITTING 2012-2013

9 OKTOBER 2013

### ONTWERP VAN ORDONNANTIE

**betreffende de erkenning van  
vennootschappen als activiteitencoöperatie  
met het oog op de toekenning van toelagen**

(Stuk nr. A-424/1 – 2012/2013)

### VOORSTEL VAN ORDONNANTIE

**betreffende de erkenning en  
de subsidiëring  
van de activiteitencoöperatieven**

(Stuk nr. A-34/1 – G.Z. 2009)

### VERSLAG

uitgebracht namens de commissie  
voor de Economische zaken,  
belast met het Economisch beleid,  
het Werkgelegenheidsbeleid en  
het Wetenschappelijk onderzoek

door mevrouw Nadia EL YOUSFI (F)

---

Ont participé aux travaux de la commission :

*Membres effectifs* : Mmes Sfia Bouarfa, Nadia El Yousfi, MM. Emin Özkara, Ahmed Mouhssin, Arnaud Pinxteren, Mmes Magali Plovie, Françoise Schepmans, MM. Emmanuel De Bock, Serge de Patoul, Hamza Fassi-Fihri, Mmes Elke Van den Brandt, Elke Roex, M. Walter Vandenbossche.

---

Voir :

**Documents du Parlement :**

- A-424/1 – 2012/2013** : Projet d'ordonnance.  
**A-34/1 – S.O. 2009** : Proposition d'ordonnance.

---

Aan de werkzaamheden van de commissie hebben deelgenomen :

*Vaste leden* : mevr. Sfia Bouarfa, mevr. Nadia El Yousfi, de heren Emin Özkara, Ahmed Mouhssin, Arnaud Pinxteren, mevr. Magali Plovie, mevr. Françoise Schepmans, de heren Emmanuel De Bock, Serge de Patoul, Hamza Fassi-Fihri, mevr. Elke Van den Brandt, mevr. Elke Roex, de heer Walter Vandenbossche.

---

Zie :

**Stukken van het Parlement :**

- A-424/1 – 2012/2013** : Ontwerp van ordonnantie.  
**A-34/1 – G.Z. 2009** : Voorstel van ordonnantie.

## **I. Exposé de M. Serge de Patoul, co-auteur de la proposition d'ordonnance**

M. Serge de Patoul précise d'emblée que la proposition d'ordonnance est largement inspirée d'un décret wallon. L'avantage novateur d'une coopérative d'activités est d'offrir un test grande nature, dans un cadre sécurisé et une dynamique collective, à des personnes qui souhaitent créer leur propre emploi ou leur propre structure économique. Il s'agit de permettre l'essai d'une activité économique, qui est aussi l'emploi propre du bénéficiaire. C'est une alternative intéressante pour les personnes qui redoutent de devoir établir un plan d'affaire.

La proposition prévoit que le candidat dont le projet est jugé réalisable, c'est-à-dire dont l'investissement de départ est modéré, sera d'abord encadré pendant six mois, afin de déterminer ses objectifs et la nature de son activité. Ensuite, durant 6 mois supplémentaires, il a à éprouver l'aspect commercial de son projet en le testant sur le terrain. A l'issue de ces deux périodes de 6 mois, il obtient le statut de candidat entrepreneur, bénéficie d'une relation contractuelle avec la coopérative d'activités et dispose du numéro de TVA de la coopérative d'activités. Le candidat entrepreneur devrait pouvoir continuer à percevoir ses allocations de chômage dégressives dès ses premiers revenus.

Les coopératives d'activités ont pour objectif d'accompagner et d'encadrer le chercheur d'emploi dans sa création d'activités, dans une situation de risque limité et d'expérimentation de son projet.

Ces coopératives sont des entreprises d'économie sociale, qui ont trois pôles caractéristiques. L'un de ces pôles est juridique : les coopératives appartiennent à la même catégorie que les fondations. Le pôle éthique requiert une finalité sociale, répondre à un besoin de la collectivité et accorder la primauté à l'homme plutôt qu'au capital. Enfin, le pôle économique exige que le profit ne soit perçu que comme un instrument de réalisation de l'objet social.

Si la coopérative d'activités est une entreprise d'économie sociale, elle génère des projets qui s'inscrivent dans l'économie classique ou dans l'économie sociale. Elle constitue donc un trait d'union entre ces deux types d'économies. Elle s'inscrit dans une logique entrepreneuriale et de développement local. Loin de toute forme d'assistance, la coopérative veut également éviter les formes de précarité que risque de rencontrer tout nouvel entrepreneur.

La coopérative d'activité s'intègre dans un marché de développement local. L'adoption de la proposition en stimulerait les créations, qui sont autant d'emplois stables. La Région bruxelloise est dotée d'un potentiel pour la création d'entreprises, mais il se heurte à un frein qui lui est inhérent, le risque. L'objectif est de limiter autant que faire se

## **I. Uiteenzetting van de heer Serge de Patoul, mede-indiener van het voorstel van ordonnantie**

De heer Serge de Patoul préciseert meteen dat het voorstel van ordonnantie in ruime mate is ingegeven door een Waals decreet. De vernieuwende troef van een activiteitencoöperatie is dat ze een « real life » test mogelijk maakt voor personen die hun eigen job of hun eigen economische structuur tot stand willen brengen. Het is de bedoeling een economische activiteit, die tevens de eigen job is van de begunstigde, uit te testen. Het is een interessant alternatief voor personen die vrezen dat zij een zakenplan moeten opstellen.

Op grond van het voorstel, wordt de kandidaat wiens project haalbaar wordt geacht, d.w.z. waarvoor de aanvankelijke investering bescheiden is, eerst zes maanden lang begeleid om zijn doelstellingen en de aard van zijn activiteit te bepalen. Vervolgens moet hij nog zes bijkomende maanden het commerciële aspect van zijn project uittesten op het terrein. Na die twee periodes van zes maanden, krijgt hij de status van kandidaat-ondernemer, een contractuele band met de activiteitencoöperatie en een btw-nummer van de activiteitencoöperatie. De kandidaat-ondernemer zou vanaf zijn eerste inkomsten degressieve werkloosheidsuitkeringen moeten kunnen blijven ontvangen.

De activiteitencoöperaties hebben tot doel werkzoeken den te begeleiden bij het creëren van activiteiten, in een situatie met een beperkt risico bij het uittesten van zijn project.

Die coöperaties zijn bedrijven uit de sociale economie, met kenmerken op drie vlakken. Een daarvan is juridisch : de coöperaties behoren tot dezelfde categorie als de stichtingen. Het ethische vlak vereist een sociale finaliteit : een behoefte van de gemeenschap vervullen, met de nadruk op de mens eerder dan op kapitaal. Op economisch vlak, wordt vereist dat de winst enkel wordt gebruikt om het sociaal doel te verwezenlijken.

Hoewel de activiteitencoöperatie een sociale-economiebedrijf is, leidt zij tot projecten die passen in de klassieke economie of in de sociale economie. Ze is dus een link tussen die twee soorten economie, en het past in een logica van ondernemerschap en lokale ontwikkeling. Ver van elke vorm van bijstand, wil de coöperatie tevens alle soorten moeilijkheden voorkomen die elke nieuwe ondernemer kan ondervinden.

De activiteitencoöperatie past in een markt voor lokale ontwikkeling. De goedkeuring van het voorstel zou voor stimulansen in dat kader en tegelijk stabiele jobs opleveren. Het Brussels Gewest beschikt over een potentieel voor de oprichting van bedrijven, maar stuit op een inherente rem, het risico. Het is de bedoeling dat risico zoveel mogelijk te

peut ce risque, en particulier lors de la conception du projet et du démarrage de l'activité.

Les effets du décret wallon évoqué plus haut ouvrent des perspectives enthousiasmantes.

## **II. Exposé de la ministre Céline Fremault**

L'accompagnement des chercheurs d'emploi est l'élément central de notre politique à destination des chercheurs d'emploi. Depuis des années, notre objectif est de créer les conditions d'un accompagnement qui donne du sens aux démarches des chercheurs d'emploi dans le cadre de leur responsabilisation voulue par les différentes réformes de la législation fédérale du chômage. Pour cela, il doit être qualitatif, c'est-à-dire adapté à la situation particulière du chercheur d'emploi, mais il doit aussi conduire vers une issue positive.

De ce point de vue, la rigidité des conceptions statutaires en vigueur est souvent un obstacle. Trop souvent, la législation du chômage ne voit et ne comprend que l'emploi salarié, dont elle est issue. C'est particulièrement le cas lorsqu'il s'agit de l'emploi indépendant et de la création par le chercheur d'emploi de sa propre entreprise. Le gouvernement fait évidemment des efforts, notamment via nos initiatives en faveur des classes moyennes et de leur formation, mais il est également important de comprendre et d'accompagner la démarche de création d'emploi au départ du chercheur d'emploi lui-même.

Pour cela, il fallait prendre en compte et adapter certaines rigidités de la législation du chômage. Le gouvernement fédéral a pris des mesures en ce sens (loi du 1<sup>er</sup> mars 2007 ainsi que l'adaptation de la réglementation du chômage). Il fallait également créer des structures adaptées à la situation particulière des chercheurs d'emploi qui tentent l'aventure de l'indépendance, structures destinées à fournir aussi bien l'expertise qu'un cadre économique et juridique adapté. Ces structures sont les coopératives d'activité, dont deux sont déjà très actives en notre Région.

Ce mouvement ayant aujourd'hui atteint une véritable maturité, il apparaissait nécessaire de lui donner un cadre réglementaire adapté, qui permettrait d'inscrire son financement dans un système plus structurel que les subventions accordées jusqu'ici et qui ouvrirait ainsi la perspective à l'extension des coopératives existantes et à la création de coopératives nouvelles quand ce sera possible ou nécessaire.

La ministre présente donc un projet d'ordonnance visant à structurer et à pérenniser des initiatives reconnues sous le nom de coopératives d'activités actives en Région de Bruxelles-Capitale.

beperken, met name bij het ontwerpen van het project en bij de start van de activiteit.

De gevolgen van voornoemd Waals decreet openen enthousiasmerende vooruitzichten.

## **II. Uiteenzetting van minister Céline Fremault**

De begeleiding van werkzoekenden is het centrale element in ons beleid ten behoeve van werkzoekenden. Sinds jaren is het onze doelstelling om begeleidingsvooraarden tot stand te brengen die zin geven aan de stappen die werkzoekenden zetten in het kader van hun responsabilisering. Een responsabilisering die door de verschillende hervormingen van de federale werkloosheidswetgeving vorm werd gegeven. De begeleiding moet daarom kwalitatief zijn, namelijk aan de bijzondere situatie van de werkzoeke-kende aangepast zijn. Maar het moet ook tot een positieve afloop leiden.

Vanuit dit gezichtspunt is de rigiditeit van deze reglementaire opvattingen vaak een hindernis. Al te vaak heeft de werkloosheidswetgeving slechts oog voor en sluit ze slechts aan bij de arbeid in loondienst, waarvan ze een manifestatie is. Dat is vooral het geval wanneer het gaat over zelfstandig werk en de creatie door de werkzoekende van zijn eigen onderneming. Wij leveren uiteraard inspanningen, met name via onze initiatieven ten gunste van de middenstand en hun opleiding, maar het is ook belangrijk om de stap voor het creëren van de eigen tewerkstelling te begrijpen en te begeleiden, vertrekende van de werkzoeke-kende zelf.

Daarom diende de rigiditeit op bepaalde punten van de werkloosheidswetgeving onder de loep genomen te worden. De federale regering heeft maatregelen in die zin genomen. Er dienden eveneens structuren te worden opgericht die overeenstemmen met de bijzondere situatie van de werkzoekenden die het avontuur van de zelfstandigheid aangaan. Structuren die zowel deskundigheid als een aangepast juridisch en economisch kader moeten verschaffen. Deze structuren betreffen de activiteitencoöperaties, waarvan er al 2 zeer actief zijn in het gewest.

Dit proces heeft vandaag werkelijk vorm gekregen en het bleek noodzakelijk om deze structuren een aangepast reglementair kader te verschaffen waardoor de financiering in een meer structureel systeem dan de tot nu toe verleende subsidies zou kunnen worden ingepast, en waardoor uitbreiding van de bestaande coöperaties en de oprichting van nieuwe coöperaties, wanneer dat mogelijk of noodzakelijk zou zijn, mogelijk wordt.

De minister legt daarom een ontwerp van ordonnantie voor dat initiatieven boogt structuur te geven en te verduurzamen die onder de naam van activiteitencoöperaties actief in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest erkend worden.

Ces structures ont pour vocation d'accompagner des demandeurs d'emploi fragilisés qui souhaitent créer leur propre emploi à travers une activité indépendante.

Ce projet d'ordonnance concrétise l'engagement pris par notre Région dans le cadre de l'accord de coopération relatif à l'économie plurielle du 30 mai 2005 d'élaborer un cadre pour les coopératives d'activités.

Il prend place aux côtés d'autres textes légaux, tels que la loi du 1<sup>er</sup> mars 2007 portant des dispositions diverses qui reconnaît et organise le statut des coopératives d'activités, le décret de la Région wallonne du 15 juillet 2008 relatif aux structures d'accompagnement à l'autocréation d'emploi (SAACE) et le décret flamand du 17 février 2012 relatif à l'appui à l'entrepreneuriat dans le domaine de l'économie sociale et à la stimulation de l'entrepreneuriat socialement responsable (pas encore exécuté).

Étant donné que les coopératives d'activités font partie intégrante de l'économie sociale, il est prévu qu'elles respectent et appliquent les principes de ce secteur tels qu'ils sont définis dans l'ordonnance du 26 avril 2012 relative à l'économie sociale et à l'agrément des sociétés en tant qu'entreprise d'insertion et des associations en tant qu'initiative locale de développement de l'emploi en vue de l'octroi de subventions.

La question fut plusieurs fois posée et, notamment, lors des discussions préalables à l'adoption par le Parlement de l'ordonnance du 26 avril 2012, de l'opportunité de rédiger deux textes distincts qui traitent tous deux d'opérateurs actifs en économie sociale et faisant l'objet d'une reconnaissance et percevant des subventions de la part des pouvoirs publics.

Si le Gouvernement a fait le choix de les traiter dans deux textes distincts, c'est parce que le public cible et l'objectif des ILDE et EI d'une part et celui des coopératives d'activités d'autre part est différent. Les coopératives d'activités se concentrent sur un public cible déterminé par la législation fédérale (l'arrêté royal du 15 juin 2009). Par ailleurs, et c'est fondamental, le statut du demandeur d'emploi est différent. Le porteur de projet reste inscrit comme demandeur d'emploi et conserve son droit aux allocations de chômage. Il est lié à la coopérative d'activité par une convention. Les coopératives se rattachent à l'économie sociale par leur mode de fonctionnement et leurs objectifs. Mais la démarche d'insertion étant d'une nature radicalement différente, il était indiqué de faire deux textes différents.

Dans notre Région, de nombreuses personnes disposent de talents susceptibles de déboucher sur une entreprise. Toutefois, ces personnes n'ont pas toujours les moyens, les outils ou la formation pour concrétiser leur projet. Ces difficultés sont encore plus présentes lorsque ces personnes

Deze structuren moeten kwetsbare werkzoekenden begeleiden die hun eigen werk door middel van een zelfstandige activiteit willen creëren.

Dit ontwerp van ordonnantie maakt het engagement concreet dat door het Gewest in het kader van het samenwerkingsakkoord betreffende de meerwaardeconomie van 30 mei 2005 aangegaan werd om een omkadering voor de activiteitencoöperaties uit te werken.

Het krijgt een plaats naast andere wetteksten zoals de wet van 1 maart 2007 houdende diverse bepalingen die het statuut van de activiteitencoöperaties erkent en organiseert, het decreet van 15 juli 2008 van het Waals Gewest betreffende de structures d'accompagnement à l'autocréation d'emploi (SAACE) en het Vlaamse decreet van 17 februari 2012 betreffende de ondersteuning van het ondernemerschap op het vlak van de sociale economie en stimulering van het maatschappelijk verantwoord ondernemen (nog niet uitgevoerd).

Aangezien de activiteitencoöperaties integraal van de sociale economie deel uitmaken, wordt er bepaald dat ze de beginselen van deze sector moeten naleven en toepassen zoals die vandaag in de ordonnantie van 26 april 2012 betreffende de sociale economie en de erkenning van inschakelingsondernemingen en plaatselijke initiatieven voor de ontwikkeling van de werkgelegenheid met het oog op de toekenning van toelagen bepaald zijn.

De vraag werd meerdere malen gesteld en met name tijdens de discussies voorafgaand aan de goedkeuring door het Parlement van de ordonnantie van 26 april 2012, over de opportunité om twee verschillende teksten op te stellen die beide over operatoren actief in de sociale economie handelen en die het voorwerp van een erkenning uitmaken en subsidies van de overheden krijgen.

Wanneer de Regering de keuze heeft gemaakt om ze in twee verschillende teksten te behandelen, dan is dat omdat het doelpubliek en de doelstelling van de PIOW en IO enerzijds en die van de AC anderzijds verschillend zijn. De activiteitencoöperaties richten zich op een doelpubliek dat door de federale wetgeving wordt bepaald (koninklijk besluit van 15 juni 2009). Bovendien, en dat is fundamenteel, is het statuut van werkzoekende verschillend. De projectdrager blijft als werkzoekende ingeschreven en behoudt zijn recht op werkloosheidsuitkeringen. Hij is met de activiteitencoöperatie middels een overeenkomst verbonden. De coöperaties hangen met de sociale economie samen door hun werkwijze en doelstellingen. Maar omdat de inschakelingsstap van een totaal verschillende aard is, was het aangewezen om twee verschillende teksten op te stellen.

In ons Gewest beschikken zo veel mensen over talenten die in een onderneming kunnen uitmonden. Maar deze personen hebben niet altijd de middelen, de instrumenten of de opleiding om hun project concreet te maken. Deze moeilijkheden zijn nog des te meer aanwezig wanneer deze

sont à la recherche d'un emploi depuis un certain temps. Le problème grave de l'éloignement de l'emploi est encore accentué lorsqu'il est question d'activité indépendante. Celui ou celle qu'une situation socio-économique particulière met en difficulté dans la création d'une relation avec un employeur potentiel l'est encore plus s'il s'agit de relations avec des clients potentiels, des banquiers, des intermédiaires, fournisseurs ou autres.

Et il est évident que le risque financier personnel représente un frein majeur lorsqu'on est au chômage et que la période à risque s'accompagne d'une perte de la protection sociale, susceptible d'amplifier les conséquences d'un échec éventuel.

Nous étions donc face à un besoin réel à Bruxelles pour que ce type d'accompagnement soit organisé en faveur de ce public cible.

Concrètement, les structures visées par le présent projet d'ordonnance offrent cet accompagnement spécifique qui se met en place en quatre phases :

- une phase d'information et de sélection de candidat-entrepreneurs (collective et individuelle);
- une phase de préparation du projet entrepreneurial de 1 à 6 mois;
- une phase de test de 18 mois maximum;
- une phase de sortie.

La phase de préparation va permettre d'élaborer le plan financier du projet, d'envisager le cadre juridique et administratif et de répondre aux questions qui se posent inévitablement. L'accompagnement va permettre aussi de tester la viabilité du projet sans que la personne ne soit directement exposée au risque.

L'originalité de l'outil réside dans le fait que la coopérative d'activité va héberger le projet et donc les activités des candidats-entrepreneurs. Ce sont elles qui vont facturer sur la base de leur propre numéro de TVA et qui achètent les fournitures nécessaires au développement du projet.

Il existe un lien entre le candidat-entrepreneur et la coopérative d'activité qui se concrétise sous la forme d'une convention.

Durant toute la phase de test, le candidat-entrepreneur conserve le bénéfice de ses allocations sociales ou de remplacement.

Ce n'est qu'au terme de la phase test et si le projet testé présente suffisamment de perspectives que la personne

mensen sinds langere tijd op zoek zijn naar werk. Het ernstige probleem van verwijdering van werk komt nog duidelijker op de voorgrond wanneer er van een zelfstandige activiteit sprake is. Wanneer iemand door zijn specifieke socialeconomische situatie moeilijkheden ondervindt in het aanknopen van een relatie met een potentiële werkgever, is hij of zij nog kwetsbaarder wanneer het gaat om relaties met potentiële klanten, bankiers, tussenpersonen, leveranciers of anderen.

En het spreekt vanzelf dat het persoonlijke financiële risico een sterke rem vormt wanneer men werkloos is en de risicoperiode gepaard gaat met een verlies van sociale bescherming, een verlies dat de gevolgen van een eventuele mislukking nog groter kan doen maken.

Wij werden in Brussel dan ook met een reële behoefte geconfronteerd om deze soort begeleiding ten gunste van dit doelpubliek te organiseren.

Concreet bieden de door dit ontwerp van ordonnantie beoogde structuren deze specifieke begeleiding die in vier fasen tot stand wordt gebracht :

- een informatie- en selectiefase voor de kandidaat-ondernemers (collectief en individueel);
- een voorbereidingsfase van het ondernemersproject van 1 tot 6 maanden;
- een testfase van maximum 18 maanden;
- een uitstapfase.

De voorbereidingsfase laat toe om het financieel plan van het project uit te werken, het juridische en administratieve kader in beschouwing te nemen en op enkele vragen die zich onvermijdelijk zullen stellen te antwoorden. De begeleiding zal het ook mogelijk maken om de levensvatbaarheid van het project te testen zonder de persoon rechtstreeks aan het risico bloot te stellen.

De originaliteit van het instrument zit hem in het feit dat de activiteitencoöperatie het project en dus de activiteiten van de kandidaat-ondernemers onderdak geeft. Zij zullen factureren op basis van hun eigen BTW-nummer en kopen het noodzakelijke materiaal voor de ontwikkeling van het project.

Er bestaat een verband tussen de kandidaat-ondernemer en de activiteitencoöperatie die onder de vorm van een overeenkomst geconcretiseerd wordt.

Tijdens de testfase behoudt de kandidaat-ondernemer zijn sociale uitkeringen of vervangingsuitkeringen.

Het is pas na afloop van de testfase en wanneer het geteste project voldoende perspectieven biedt dat de persoon

quitte son statut de candidat-entrepreneur et peut adopter le statut d'indépendant avec un risque fortement réduit.

Il est par contre prévu, si le test n'est pas concluant, que la coopérative d'activité oriente la personne soit vers une formation, soit vers un autre projet plus adapté à son profil. Dans ce cas de figure, la personne continue de bénéficier de la protection sociale.

Actuellement, nous avons deux structures subsidiées par la Région, la SCRL à finalité sociale « Debu(ut) », créée en 2008, et la SCRL à finalité sociale « Bruxelles Emergences », créée en 2009.

Une ASBL faîtière « Job Yourself » a été créée le 04 juin 2010 à l'initiative des deux coopératives précitées. Leur objectif est d'unir leurs forces en mettant en commun leurs points forts et leurs compétences spécifiques.

Après 4 années d'existence, ces deux structures sont rentrées dans un rythme de croisière et atteignent leurs objectifs opérationnels. De projets pilotes, nous sommes passés à des structures dont le fonctionnement et la méthodologie ont prouvé qu'elles étaient appropriées aux réalités de la Région bruxelloise.

Les chiffres de ces structures sont significatifs et prometteurs. Les résultats groupés des deux coopératives d'activités montrent que le nombre de personnes accueillies est passé de 534 en 2010 à 1.134 en 2012, que le nombre de personnes en phase d'étude est passé de 110 en 2010 à 176 en 2012, que le nombre de phases test est passé de 58 en 2010 à 99 en 2012 et que le nombre de création d'entreprise est passé de 8 en 2010 à 46 en 2012. On compte également en 2012, 36 sorties vers un emploi salarié, 32 orientations et 40 abandons.

D'une manière générale, les deux structures bruxelloises souhaitent augmenter leurs activités, accompagner plus de personnes et faire bénéficier leurs services à plus de public. Elles ont même dû refuser des personnes qui souhaitaient s'inscrire, ce qui illustre le succès de la démarche.

Une troisième coopérative d'activités centrée sur la construction durable vient d'être créée en juin 2013. Le secteur du bâtiment utilise beaucoup de très petites entreprises en sous-traitance, que ce soit dans la rénovation ou l'éco-rénovation, dans la construction neuve ou l'éco-construction. Par ailleurs, ces métiers éveillent l'intérêt de nombreux jeunes séduits par l'idée de devenir leur propre patron.

Il sera donc possible, le cas échéant, d'offrir à cette coopérative le cadre structurel et financier dès lors qu'elle répondra aux conditions prévues dans le projet d'ordonnance.

zijn statuut van kandidaat-ondernemer verlaat en het statuut van zelfstandige met een sterk verminderd risico kan aannemen.

Er is niettemin bepaald dat wanneer de test geen uitsluitsel geeft, de activiteitencoöperatie de persoon dan naar ofwel een opleiding, ofwel naar een ander project dat meer met zijn profiel overeenstemt doorverwijst. In dit geval geniet de persoon verder sociale bescherming.

Momenteel hebben wij twee structuren die door het Gewest gesubsidieerd worden : de CBVA met sociaal oogmerk Debu(u)t, opgericht in 2008; de CBVA met sociaal oogmerk Bruxelles Emergences, opgericht in 2009.

En, een feitelijke vzw « Job Yourself » die op 4 juni 2010 op initiatief van de twee coöperaties Debuut en Bruxelles Emergences werd opgericht. Hun doelstelling bestaat erin om hun krachten te bundelen door hun sterke punten en hun specifieke competenties met elkaar te verbinden.

Na een vierjarig bestaan zijn deze twee structuren van dag op kruissnelheid en bereiken ze hun operationele doelstellingen. Gestart als proefprojecten zijn ze uitgegroeid tot structuren waarvan de werking en methodologie bewezen hebben dat ze op de werkelijkheid van het Brussels Gewest afgestemd zijn.

De cijfers van deze structuren zijn betekenisvol en veelbelovend. De verzamelde resultaten van de twee activiteitencoöperaties leren ons dat het aantal onthaalde personen van 534 in 2010 naar 1.134 in 2012 gestegen is, dat het aantal personen in studiefase van 110 in 2010 naar 176 in 2012 gestegen is, dat het aantal testfasen van 58 in 2010 naar 99 in 2012 gestegen is en dat het aantal bedrijfsoprichtingen van 8 in 2010 naar 46 in 2012 gestegen is. We tellen in 2012 eveneens 36 eenheden die naar een betaalde baan uitstromen, 32 doorverwijzingen en 40 opgaves.

In het algemeen wilden de twee Brusselse structuren hun activiteiten uitbreiden, meer personen begeleiden en een groter publiek van hun diensten laten genieten. Ze hebben zelfs mensen moeten weigeren die zich wilden inschrijven, wat het succes van het initiatief aantoon.

Een recenter initiatief werd in juni 2013 tot stand gebracht. Het gaat om een 3e activiteitencoöperatie die op duurzaam bouwen gericht is. De bouwsector maakt van veel ZKO's in onderaanneming gebruik, zowel binnen de renovatie of ecologische renovatie, binnen de nieuwbouw of het ecologisch bouwen. Deze beroepen wekken trouwens de belangstelling van veel jongeren die aangesproken zijn door het idee om eigen baas te worden.

Het zal dan ook mogelijk zijn om, in voorkomend geval, aan deze AC het structurele en financiële kader te bieden, zodra ze aan de voorwaarden zoals bepaald in de ordonnantie tegemoet komt.

Enfin, un quatrième projet de coopérative d’activités dans le domaine de l’accompagnement des artistes et dans le secteur socioculturel est actuellement en préparation.

Le projet identifie donc des structures qui pourront bénéficier de l’agrément en tant que coopérative d’activités.

Il fixe un certain nombre de critères méthodologiques : on trouve ainsi l’obligation d’accueillir gratuitement les candidats, l’obligation de réorienter ceux dont le projet n’est pas réalisable et surtout l’obligation de permettre le test en réel de l’activité qui constitue réellement le corps du métier.

Ce texte précise également le type de subvention qui pourront être sollicitées par les coopératives et notamment celle qui alimente une réserve consacrée à l’acquisition de biens matériels ou immatériels nécessaires à la création de l’activité.

Ce texte, qui fut rédigé en collaboration avec le secteur, permettra au secteur de se développer dans la sécurité et dans un cadre défini et ainsi contribuer à la création d’emplois par le biais de la rencontre entre l’accompagnement et l’esprit d’entreprise, par le biais de l’économie sociale qui débouche sur l’économie tout court.

### **III. Discussion générale conjointe**

Mme Nadia El Yousfi salue le projet d’ordonnance, car il constituera un cadre réglementaire et un gage de stabilité pour les coopératives d’activités, sans lesquelles bon nombre de demandeurs d’emploi, doués pour l’entreprise, devraient pourtant abandonner leur projet face aux risques financiers. Il s’agit d’un texte important pour l’activité économique de notre Région. La députée restera attentive aux futurs arrêtés d’exécution de l’ordonnance; elle espère qu’ils seront rapidement publiés, dans le respect de l’esprit de l’ordonnance.

M. Serge de Patoul se félicite lui aussi du dépôt du projet d’ordonnance, lui qui avait introduit une proposition d’ordonnance sur ce sujet dès le 21 décembre 2006, que le gouvernement a en quelque sorte plagiée. On pourrait penser que les « quatre mousquetaires » auteurs de la proposition étaient des précurseurs, mais rien n’est moins vrai. La proposition a elle-même été inspirée par d’autres textes légaux, ce qui apparaît d’ailleurs dans les développements de la proposition.

L’utilité des coopératives d’activités n’est plus à démontrer, depuis longtemps. On ne peut que regretter le temps mis par le gouvernement pour élaborer son projet. L’orateur est donc inquiet au sujet de la mise en œuvre effective de

Tot slot staat er momenteel een vierde project van activiteitencoöperatie op het gebied van de begeleiding van kunstenaars en binnen de socioculturele sector in de steigers.

De ontwerptekst die ik u voorleg stelt daarom een identificatie van structuren voor die van de erkenning als activiteitencoöperatie zullen kunnen genieten.

Hij legt een bepaald aantal methodologische criteria vast : zo vinden we de verplichting terug om de kandidaten gratis te onthalen, de verplichting om kandidaten te heroriënteren van wie het project niet uitvoerbaar is en vooral de verplichting om de activiteit verplicht in de realiteit te testen wat uiteindelijk de core business van de hele opzet vormt.

Deze tekst verduidelijkt ook het soort subsidies die door de coöperaties zullen kunnen worden aangevraagd en vooral de subsidie die een reserve spijst voorbehouden aan de aankoop van materiële of immateriële goederen die voor de creatie van de activiteit noodzakelijk zijn.

Deze tekst, die in samenwerking met de sector werd opgesteld, zal de sector toelaten om zich in alle veiligheid en in een welomschreven kader te ontwikkelen en zo aan de creatie van tewerkstelling bij te dragen middels de toenadering tussen begeleiding en ondernemingsgeest, middels de sociale economie die uitmondt in de economie als dusdanig.

### **III. Samengevoegde algemene besprekking**

Mevrouw Nadia El Yousfi looft het ontwerp van ordonnantie, want het biedt een regelgevend kader en een borg op stabiliteit voor de activiteitencoöperaties, zonder welke vele werkzoekenden die talent hebben voor ondernemen zouden moeten afzien van hun project wegens de financiële risico’s. Het gaat over een belangrijke tekst voor de economische bedrijvigheid in ons Gewest. De volksvertegenwoordigster zal de toekomstige uitvoeringsbesluiten van de ordonnantie aandachtig volgen en hoopt dat zij spoedig worden bekendgemaakt en de geest van de ordonnantie in acht nemen.

Ook de heer Serge de Patoul verheugt zich over de indiening van het ontwerp van ordonnantie. Hij had al een voorstel van ordonnantie ter zake ingediend op 21 december 2006, dat de regering enigszins heeft overgenomen. Men zou kunnen denken dat de « vier musketiers » die het voorstel hebben opgesteld voorlopers zijn, maar niets is minder waar. Het voorstel werd op zijn beurt geïnspireerd door andere wetteksten, wat trouwens blijkt uit de toelichting bij het voorstel.

Het nut van de activiteitencoöperaties moet allang niet meer aangetoond worden. Men kan enkel betreuren dat de regering zoveel tijd heeft genomen om het ontwerp op te stellen. De spreker is dus ongerust over de daadwerkelijke

l'ordonnance en projet, à plus forte raison quand on sait que l'ordonnance du 12 février 2009 relative à la reconnaissance et à la subsidiation des centres d'entreprises et des guichets d'économie locale n'est toujours pas appliquée.

M. de Patoul souligne deux éléments qui distinguent sa proposition d'ordonnance du projet. La proposition prévoit la constitution d'une commission consultative et d'agrément, afin de prévenir les conflits d'intérêts qui pourraient envenimer les relations entre les coopératives d'activités et les candidats entrepreneurs. Il se pourrait que de tels conflits faussent l'appréciation de la coopérative face au projet d'entreprise. Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas voulu d'un tel organe ?

Le second élément de distinction porte sur le concept de bassin économique de Bruxelles, qui apparaît seulement dans la proposition. Le projet ne prévoit pas de s'appliquer au-delà du territoire de la Région. Ce concept repose sur plusieurs études universitaires, l'une de l'Université catholique de Louvain en 1999 et l'autre des Facultés universitaires Saint-Louis en 2004, aux termes desquelles il ressort que le bassin économique bruxellois recouvre 33 communes, en ce compris des communes flamandes et wallonnes en périphérie de la capitale. L'Atlas de la Santé et du Social de Bruxelles-Capitale faisait d'ailleurs également allusion à ce concept en 2006. Il faut donc permettre aux demandeurs d'emploi de déployer leurs activités sur l'ensemble du territoire économique réel de Bruxelles, en s'inspirant par exemple de la notion – certes encore assez floue – de communauté urbaine de Bruxelles.

M. Arnaud Pinxteren est également favorable au projet d'ordonnance, qui était attendu avec impatience par les personnes intéressées. Des modalités provisoires de financement ont pu être assurées jusqu'ici, mais il était temps d'organiser un subventionnement durable des coopératives, qui ont su démontrer toute leur efficacité pour accorder un nouveau départ aux demandeurs d'emploi.

La subvention allouée à une coopérative est exclusivement variable, selon le nombre de personnes accueillies. On peut s'étonner que le secteur ait accepté un tel mode de financement, eu égard à son caractère imprévisible.

Par ailleurs, le projet comporte plusieurs références à la législation fédérale. Est-ce toujours à bon escient ? En particulier, la notion de groupes-cibles correspond-elle à la notion équivalente dont la Région s'est dotée ? Ces définitions fédérales sont-elles adaptées aux réalités bruxelloises en matière d'accompagnement des demandeurs d'emploi ?

Enfin, la ministre a évoqué l'ASBL faîtière « Job Yourself », fruit d'une mise en communauté de la part de deux coopératives. Quels sont les éléments partagés ? Quelle est la finalité de cette association ?

uitvoering van de ontwerpen ordonnantie, zeker als men weet dat de ordonnantie van 12 februari 2009 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de bedrijvencentra en de lokale economieloketten nog altijd niet wordt toegepast.

De heer de Patoul benadrukt twee elementen die zijn voorstel van ordonnantie onderscheiden van het ontwerp. Het voorstel voorziet in de oprichting van een advies- en erkenningscommissie ter voorkoming van belangenconflicten die de relaties tussen de activiteitencoöperaties en de kandidaat-ondernehmers kunnen verstoren. Het is mogelijk dat dergelijke conflicten de beoordeling van de coöperatie ten aanzien van het ondernemingsproject vertroebelen. Waarom wilde de Regering niet weten van een dergelijke instantie ?

Het tweede onderscheid betreft het begrip « economisch bekken van Brussel », dat enkel voorkomt in het voorstel. Het ontwerp voorziet niet in toepassing buiten het grondgebied van het Gewest. Voormeld begrip berust op onderzoek van verscheidene universiteiten, het ene van de UCL in 1999 en het andere van de « Facultés universitaires Saint-Louis » in 2004, waaruit blijkt dat het Brussels economisch bekken 33 gemeenten omvat, met inbegrip van Vlaamse en Waalse gemeenten in de rand van de hoofdstad. De Gezondheids- en Welzijnsatlas voor Brussel-Hoofdstad maakte trouwens eveneens gewag van dat begrip in 2006. De werkzoekenden moeten dus de mogelijkheid krijgen tot activiteiten in het hele reële economische grondgebied van Brussel, en zich bijvoorbeeld laten inspireren door het begrip « stadsgemeenschap van Brussel » (hoewel dat nog redelijk vaag is).

De heer Arnaud Pinxteren is eveneens voor het ontwerp van ordonnantie, waarop de belanghebbenden met ongeduld wachten. Tot nog toe, kon gezorgd worden voor tijdelijke regels voor financiering, maar het was tijd om duurzame subsidiëring te regelen, die doeltreffend zijn gebleken om werkzoekenden een nieuwe start te geven.

De subsidie aan een coöperatie is variabel, afhankelijk van het aantal onthaalde personen. Het kan verbazing wekken dat de sector een dergelijke financieringswijze heeft aanvaard, gelet op het feit dat ze onvoorspelbaar is.

Het ontwerp bevat trouwens verscheidene verwijzingen naar de federale wetgeving. Gebeurt dat altijd wendoordacht ? Komt het begrip « doelgroepen » bijvoorbeeld overeen met het begrip zoals het Gewest dat definieert ? Zijn de federale definities aangepast aan de Brusselse toestand op het vlak van begeleiding van werkzoekenden ?

Tot slot heeft de minister gewag gemaakt van de overkoepelende vzw « Job Yourself », de vrucht van het bijeenbrengen van twee coöperaties. Welke elementen worden gedeeld ? Wat is de doelstelling van die vereniging ?

M. Hamza Fassi-Fihri appuie les propos de la ministre : la lutte contre le chômage passe entre autres par la création de son propre emploi. Parmi les organismes actifs dans ce domaine, la coopérative d'activités est le pinacle, grâce à la grande sécurité et à l'accompagnement qu'elle accorde au candidat entrepreneur.

Il incombera à la ministre de veiller à ce que le dispositif des coopératives soit suffisamment connu des potentiels entrepreneurs, et en particuliers des étrangers et des personnes d'origine étrangère, car ceux-ci sont souvent moins bien renseignés. Les coopératives leur permettront de voler de leurs propres ailes et de contourner ainsi la discrimination à l'embauche, qui les accable encore et toujours. Le député exhorte la ministre à déployer un arsenal de communication à cet effet, notamment par le biais des radios communautaires reconnues.

Le subventionnement des coopératives devrait faire l'objet d'une concertation avec le secteur du micro-crédit, mais aussi avec les représentants des guichets d'économie locale et ceux des missions locales pour l'emploi. Le micro-crédit doit soutenir davantage le travail des coopératives d'activités et des organismes d'insertion socio-professionnelle. Le gouvernement pourrait en l'occurrence jouer un rôle de médiateur.

Mme Elke Van den Brandt approuvera le projet d'ordonnance, qui viendra en aide aux plus démunis des chômeurs. Il s'agit d'un outil d'émancipation pour eux. L'insertion professionnelle ne repose pas uniquement sur les emplois salariés. Accorder le droit à l'échec à quiconque tente l'aventure de l'entreprise est une bonne chose.

L'intervenante se rallie aux propos de M. Fassi-Fihri : le dispositif ne sera pleinement réussi que s'il parvient à s'adresser également aux laissés-pour-compte.

Il importe que l'ordonnance en projet soit ultérieurement évaluée, notamment au sujet de l'accompagnement du candidat dans l'élaboration de son projet mais également lors de la phase de transition hors de la coopérative. L'encadrement requiert une certaine durée pour que les projets mûrissent assez. La Région flamande a constaté que la plupart des échecs s'expliquent par un accompagnement trop bref.

Enfin, les arrêtés d'exécution devront prévoir des obligations administratives aussi claires et élémentaires que possible. Les lourdes bureaucratiques ne doivent pas empêtrer l'action des coopératives.

Mme Françoise Schepmans est partisane d'un soutien et d'un encadrement régional des coopératives d'activités. C'est la raison pour laquelle elle a cosigné la proposition d'ordonnance discutée.

La liberté d'entreprendre et la créativité individuelle sont deux fondements de la lutte contre le chômage. L'auto-créa-

De heer Hamza Fassi-Fihri steunt de woorden van de minister : werkloosheid kan onder meer bestreden worden door zijn eigen job te creëren. Bij de instanties die actief zijn op dat vlak is de activiteitencoöperatie de top, dankzij de hoge mate van veiligheid en begeleiding die zij de kandidaat-ondernehmer biedt.

De minister zal ervoor moeten zorgen dat de coöperaties voldoende bekendheid hebben bij de potentiële ondernemers, met name bij de buitenlanders en de personen van buitenlandse afkomst, want die zijn vaak minder goed op de hoogte. Dankzij de coöperaties zullen zij op eigen vleugels kunnen vliegen en niet langer te maken krijgen met discriminatie bij de aanwerving, waarmee zij nog altijd te maken krijgen. De volksvertegenwoordiger spoort de minister aan gebruik te maken van een arsenaal aan communicatie, met name via erkende radio's van de Gemeenschappen.

Over de subsidiëring van de coöperaties zou overleg moeten worden gepleegd met de sector van het microkrediet, maar ook met de vertegenwoordigers van de sociale-economieloketten en de lokale werkinkels. Microkrediet moet meer steun verlenen aan het werk van de activiteitencoöperaties en de instanties voor socioprofessionele inschakeling. De regering kan daarbij als bemiddelaar optreden.

Mevrouw Elke Van den Brandt zal het ontwerp van ordonnantie goedkeuren, want het komt de minst gegoede werkzoekenden te hulp. Het is een middel tot emancipatie voor hen. Professionele inschakeling berust niet enkel op betaalde jobs. Iedereen die het avontuur van het ondernemen instapt het recht geven te mislukken is een goede zaak.

De spreekster schaart zich achter de woorden van de heer Fassi-Fihri : de regeling zal enkel ten volle slagen als ze ook degenen die men in de kou laat staan over de streep haalt.

Het is belangrijk dat de ontworpen ordonnantie later wordt geëvalueerd, met name inzake de begeleiding van de kandidaat bij het uitwerken van zijn project, maar ook bij de overgangsfase buiten de coöperatie. Begeleiding is enige tijd vereist opdat de projecten voldoende rijpen. Het Vlaams Gewest heeft vastgesteld dat de meeste mislukkingen kunnen verklaard worden door te korte begeleiding.

Tot slot moeten de uitvoeringsbesluiten voorzien in administratieve verplichtingen die zo duidelijk en zo elementair mogelijk zijn. Bureaucratische rompslomp mag de actie van de coöperaties niet belemmeren.

Mevrouw Françoise Schepmans is voorstander van gewestelijke steun en begeleiding voor de activiteitencoöperaties. Om die reden heeft zij het voorstel van ordonnantie mede-ondersteund.

De vrijheid van onderneming en de individuele creativiteit zijn twee pijlers in de strijd tegen de werkloosheid. Zelf

tion d'emploi est pourtant à ce jour encore insuffisamment exploitée dans notre Région. Nombreux sont les chômeurs qui redoutent de lancer leur propre entreprise, par manque de financement ou par crainte de la complexité administrative. Les coopératives d'activités visent précisément à briser ces étaux.

Le gouvernement subsidie des projets-pilotes depuis 2007, mais il était temps de passer à la vitesse supérieure et de légiférer. Mme Schepmans est donc soulagée de pouvoir examiner le projet d'ordonnance, qu'elle approuvera pour se montrer constructive. Malgré quelques divergences, le projet d'ordonnance est comparable à la proposition d'ordonnance, car les deux textes procèdent des mêmes objectifs.

Que fera la ministre pour sensibiliser les demandeurs d'emploi aux possibilités offertes par l'entrepreneuriat ? Comment Actiris, les missions locales et les CPAS les aiguilleront-ils vers les coopératives d'activités ? D'autre part, y aura-t-il une spécialisation sectorielle, c'est-à-dire une priorité accordée à la création d'entreprise dans certains secteurs économiques ? Le gouvernement tente en effet depuis le début de la législature de stimuler le développement durable et les emplois verts.

Quelles sont les synergies entre le projet d'ordonnance et les autres dispositifs régionaux d'aides à la création d'entreprise, tels que les aides allouées par BRUSOC ?

Le projet autorise les coopératives d'activités à prélever un pourcentage (maximum 15 %) des recettes des activités développées afin de couvrir partiellement leurs coûts de fonctionnement. Sur quelle base ce prélèvement sera-t-il établi ?

Enfin, les coopératives existantes respectent-elles intégralement les dispositions en projet ? Le texte connaît-il un régime transitoire ? Entrera-t-il en vigueur avant la fin de cette législature ? Au regard des règles fédérales relatives au statut du candidat-entrepreneur et du quota de 60 % y afférent, combien de chômeurs bruxellois sont-ils potentiellement concernés par le projet d'ordonnance ? Combien de coopératives le gouvernement compte-t-il voir naître à court terme ? Une projection budgétaire des fonds nécessaires à la mise en œuvre du projet a-t-elle d'ores et déjà été déterminée ?

La ministre expose tout d'abord les raisons pour lesquelles le gouvernement a cru bon d'introduire un projet d'ordonnance concernant les coopératives d'activités, plutôt que de soutenir la proposition d'ordonnance. Cette dernière remonte à 2006 et est désormais marquée par plusieurs lacunes et obsolescences. Le projet est intimement lié à l'ordonnance du 26 avril 2012 relative à l'économie sociale et à l'agrément des entreprises d'insertion et des initiatives locales de développement de l'emploi en vue de l'octroi de subventions, au contraire de la proposition d'ordonnance, bien plus ancienne. Les dispositions de l'ordonnance du

werk creëren is een weg die tot op vandaag in het Gewest onvoldoende wordt bewandeld. Veel werklozen durven geen eigen zaak starten bij gebrek aan geld of uit vrees voor de administratieve rompslomp. De activiteitencoöperatieven dienen net om die hinderpalen weg te werken.

De regering geeft sinds 2007 subsidies voor proefprojecten, maar het werd tijd om een tandje bij te steken en wetgevend op te treden. Mevrouw Schepmans is dus opgelucht dat zij het ontwerp van ordonnantie kan bespreken. Zij zal het als blijk van goede wil goedkeuren. Ondanks enkele verschillen is het ontwerp van ordonnantie vergelijkbaar met het voorstel van ordonnantie omdat beide teksten dezelfde doelen nastreven.

Wat zal de minister doen om de werkzoekenden te sensibiliseren voor de mogelijkheden van het ondernemerschap ? Hoe zullen Actiris, de werkinkels en de OCMW's hen naar de activiteitencoöperatieven looden ? Zal er anderzijds een specialisatie per sector komen, te weten een prioriteit voor de oprichting van bedrijven in bepaalde economische sectoren ? De regering poogt al sinds het begin van de zittingsperiode om de duurzame ontwikkeling en de groene jobs te stimuleren.

Wat zijn de synergieën tussen het ontwerp van ordonnantie en de andere vormen van steun van het Gewest voor de oprichting van bedrijven, zoals de steun van BRUSOC ?

Het ontwerp staat toe dat de activiteitencoöperatieven een percentage (maximum 15 %) heffen op de inkomsten van de activiteiten om hun werkingskosten gedeeltelijk te dekken. Op welke basis zal de heffing gebeuren ?

Leven de bestaande coöperatieven de ontworpen bepalingen volledig na ? Zal er een overgangsregeling getroffen worden ? Zal die in werking treden vóór het einde van deze zittingsperiode ? Gelet op de federale regels voor het statuut van kandidaat-ondernemer en het bijhorende quota van 60 %, rijst de vraag hoeveel Brusselse werklozen mogelijk zullen vallen onder de toepassing van het ontwerp van ordonnantie. Hoeveel coöperatieven heeft de regering voor ogen op korte termijn ? Zijn de middelen voor de uitvoering van het ontwerp reeds geraamd ?

De minister geeft eerst de redenen waarom het de regering behaagd heeft een ontwerp van ordonnantie betreffende de activiteitencoöperatieven in te dienen, eerder dan het voorstel van ordonnantie te steunen. Dat laatste dateert van 2006 en vertoont thans enkele leemtes en elementen die achterhaald zijn. Het ontwerp houdt nauw verband met de ordonnantie van 26 april 2012 betreffende de sociale economie en de erkenning van de inschakelingsonderneemingen en de plaatselijke initiatieven voor de ontwikkeling van de werkgelegenheid met het oog op de toekenning van subsidies, in tegenstelling tot het voorstel van ordonnantie,

26 avril 2012 constituent en vertu du projet l'une des conditions de base pour obtenir un agrément.

De même, la proposition d'ordonnance ne prend pas en considération l'accord de coopération du 30 mai 2005 relatif à l'économie plurielle, ni la loi du 1<sup>er</sup> mars 2007, qui organise le statut du candidat-entrepreneur et celui des coopératives. La proposition n'envisage pas non plus le public-cible tel qu'il est défini dans l'arrêté royal du 15 juin 2009; or, il s'agit de l'atout le plus précieux du processus d'accompagnement.

Par ailleurs, la proposition n'offre pas aux coopératives la sécurité nécessaire. Permettre aux candidats de sortir du projet économique sans dette suppose la constitution d'un fonds de garantie. Le projet d'ordonnance prévoit qu'un tel fonds sera alimenté par un pourcentage des recettes d'activités et par le solde éventuel des recettes générées par l'activité.

La ministre estime qu'une commission consultative et d'agrément serait superflue. L'agrément sera accordé ou retiré par le gouvernement, après l'avis du comité de gestion d'Actiris, tout comme la subvention qui y est liée, à l'instar des entreprises d'insertion ou des initiatives locales pour le développement de l'emploi. Une commission consultative alourdirait la procédure et serait de moins en moins indiquée, à mesure qu'un nombre croissant de coopératives exercent dans la Région.

L'évaluation des activités exercées par les coopératives obéit à l'ordonnance du 30 avril 2009 relative à la surveillance des réglementations en matière d'emploi. La proposition d'ordonnance ne s'y réfère pas non plus.

Après avoir comparé la proposition au projet, la ministre ajoute que ce dernier a fait l'objet de multiples concertations avec les représentants du secteur, ce qui a certes réclamé une certaine patience, mais qui devrait amener le dispositif à entrer en vigueur avant la fin de la législature.

La ministre répond à M. Pinxteren que la subvention comportera bien une partie fixe, eu égard à la capacité potentielle de la coopérative, soit 1.000 euros par personne prévue dans l'agrément (article 13, § 1<sup>er</sup>). La référence au public-cible tel que défini par l'arrêté royal du 15 juin 2009 ne devrait pas susciter d'embarras, car il s'agit d'une définition large, qui correspond de surcroît à la sociologie bruxelloise. L'ASBL « Job Yourself » représente les deux coopératives qui l'ont fondée auprès d'Actiris et des CPAS, elle prend également en charge la communication des coopératives au moyen d'un site internet commun et elle centralise leur comptabilité.

Une attention particulière doit être accordée à l'aspirant entrepreneur lorsqu'il sort de la coopérative. La part varia-

dat veel ouder is. De bepalingen van de ordonnantie van 26 april 2012 vormen, krachtens het ontwerp, een van de basisvoorwaarden om een erkenning te krijgen.

Het voorstel van ordonnantie houdt ook geen rekening met het samenwerkingsakkoord van 30 mei 2005 over de meerwaardeneconomie, noch met de wet van 1 maart 2007 die het statuut van de kandidaat-ondernemer en de coöperatieven regelt. Het voorstel richt zich ook niet tot de doelgroep bepaald in het koninklijk besluit van 15 juni 2009; dat is echter de grootste troef van het begeleidingsproces.

Het voorstel geeft de coöperatieven ook niet de nodige zekerheid. De kandidaten de kans geven om het economisch project zonder schulden achter zich te laten vereist de oprichting van een garantiefonds. Het ontwerp van ordonnantie bepaalt dat een dergelijk fonds gestijfd zal worden door een percentage van de inkomsten uit de activiteiten en door het eventuele saldo van de inkomsten uit de activiteit.

Volgens de minister zijn een advies- en erkenningscommissie overbodig. De erkenning wordt na advies van het beheercomité van Actiris verleend of ingetrokken door de regering, net als de subsidie die ermee gepaard gaat, zoals bij de inschakelingsbedrijven of de lokale initiatieven voor de ontwikkeling van de werkgelegenheid. Een adviescomité zou de procedure verzwaren en minder en minder aangewezen zijn naarmate een toenemend aantal coöperaties in het Gewest actief worden.

De evaluatie van de activiteiten van de coöperaties volgt uit de ordonnantie van 30 april 2009 betreffende het toezicht op de reglementeringen inzake werkgelegenheid. Het voorstel van ordonnantie verwijst daar ook niet naar.

Na het voorstel te hebben vergeleken met het ontwerp, voegt de minister toe dat over het ontwerp veelvuldig overleg werd gepleegd met de vertegenwoordigers van de sector, wat zeker enig geduld heeft gevvergd, maar zou moeten leiden tot de inwerkingtreding van de regeling vóór het einde van de zittingsperiode.

De minister antwoordt aan de heer Pinxteren dat de subsidie wel degelijk een vast gedeelte zal bevatten, rekening houdend met de potentiële capaciteit van de coöperatie, te weten 1.000 euro per persoon waarin de erkenning voorziet (artikel 13, § 1). De verwijzing naar het doelpubliek zoals omschreven in het koninklijk besluit van 15 juni 2009 zou niet moeten leiden tot problemen, want het is een ruime omschrijving, die bovendien beantwoordt aan de Brusselse sociologie. De vzw « Job Yourself » vertegenwoordigt de twee coöperaties die de vereniging hebben opgericht bij Actiris en de OCMW's; zij zorgt eveneens voor de communicatie van de coöperaties door middel van een gemeenschappelijke internetsite en centraliseert hun boekhouding.

De aspirant-ondernemer die de coöperatie verlaat moet bijzondere aandacht krijgen. Het variabel deel van de sub-

ble de la subvention est notamment calculée en fonction du taux de réussite des projets.

Il faut admettre que la communication des autorités publiques envers les entrepreneurs d'origine étrangère, qui représentent près d'un indépendant sur deux à Bruxelles, n'est pas perçue de façon optimale et complète. C'est pourquoi le gouvernement déploiera ici encore des efforts d'information au sujet de la nouvelle législation.

M. Fassi-Fihri a émis une remarque bien inspirée à propos de la nécessité d'une coordination des organismes publics chargés de soutenir le lancement d'entreprise. C'est dans cette optique qu'une « maison de l'entrepreneuriat, du commerce et de l'innovation » sera bientôt inaugurée. Elle hébergera l'ABE, Atrium et Innoviris. La ministre a suggéré à l'association « Job Yourself » d'intégrer cette maison.

Les coopératives d'activités ont été soutenues jusqu'ici à l'appui de subsides facultatifs. Les fonds ont augmenté de 75.000 euros en moins de trois ans (en 2013, « Bruxelles Émergence » a reçu 192.000 euros de la Région et « Debuit », 181.000 euros). Les nouvelles structures seront bien entendu subsidiées selon les mêmes règles que les structures existantes. En revanche, il est encore prématuré d'estimer le nombre de chercheur d'emploi susceptibles de faire appel aux coopératives. Quoi qu'il en soit, les statistiques dont les coopératives font état depuis trois ans, que la ministre a citées dans son exposé introductif, sont encourageantes.

La ministre ajoute enfin que le plafond de 15 % des recettes prélevé à titre de garantie a été inspiré par le décret wallon ayant le même objet. Ce chiffre a fait l'objet d'une concertation avec le secteur des coopératives et il sera adapté au cas par cas. Actuellement, les coopératives prélevent un maximum de 10 % des recettes pour alimenter le fonds de garantie.

M. Serge de Patoul persiste à voir dans le projet d'ordonnance un plagiat actualisé de la proposition qu'il a déposée. Cela étant, il n'est pas mécontent de voir le gouvernement enfin avancer sur ce dossier, en espérant que le nouveau régime légal entrera en vigueur avant le terme de la législature. Il est dommage néanmoins que la ministre ait écarté l'idée d'une commission consultative.

Mme Nadia El Yousfi demande quand la ministre estime que les arrêtés d'exécution seront publiés.

La ministre rétorque qu'on ne peut qualifier de bonne foi le projet de plagiat. Elle a expliqué de façon détaillée pourquoi le projet est plus abouti que la proposition.

Les arrêtés pourront être élaborés dans la foulée de l'adoption du projet d'ordonnance. Les lignes directrices en ont déjà été déterminées, en bonne intelligence avec les représentants des coopératives.

sidie wordt onder meer berekend op grond van het percentage geslaagde projecten.

Men moet toegeven dat de communicatie van de overheden naar de ondernemers van vreemde oorsprong, die meer dan één zelfstandige op twee vertegenwoordigen in Brussel, niet wordt gezien als optimaal en volledig. Daarom zal de regering hier nog inspanningen leveren voor informatie over de nieuwe wetgeving.

De heer Fassi-Fihri heeft een waldoordachte opmerking gemaakt inzake de nood aan coördinatie tussen de overheden die belast zijn met het ondersteunen van beginnende ondernemingen. Met dat doel voor ogen, wordt binnenkort een « huis voor het ondernemerschap, handel en innovatie » geopend, dat onderdak zal bieden aan het BAO, Atrium en Innoviris. De minister heeft aan de vereniging « Job Yourself » voorgesteld om een plaats in dat huis in te nemen.

De activiteitencoöperaties werden tot nog toe ondersteund met behulp van facultatieve subsidies. De middelen zijn toegenomen met 75.000 euro in minder dan drie jaar (in 2013 kreeg « Debuit » 181.000 euro en « Bruxelles Émergence » 192.000 euro van het Gewest). Uiteraard worden de nieuwe structuren gesubsidieerd volgens dezelfde regels als de bestaande. Het is daarentegen nog te vroeg om te ramen hoeveel werkzoekenden een beroep zouden kunnen doen op de coöperaties. In ieder geval zijn de statistieken van de coöperaties voor de laatste drie jaar, die de minister aanhaalde in haar inleidende uiteenzetting, bemoedigend.

De minister voegt tot slot nog toe dat het als waarborg geïnde plafond van 15 % inkomsten werd ingegeven door het Waals decreet over hetzelfde onderwerp. Over dat cijfer werd overleg gepleegd met de sector van de coöperaties en het zal worden aangepast aan elk afzonderlijk geval. Thans heffen de coöperaties maximum 10 % van de inkomsten om het waarborgfonds te stijven.

De heer Serge de Patoul blijft het ontwerp van ordonnantie zien als bijgewerkte plagiaat van het voorstel dat hij had ingediend. Toch stelt hij niet ontevreden vast dat de Regering eindelijk vooruitgang boekt in dit dossier. Hij hoopt dat het nieuwe stelsel in werking treedt vóór het einde van de zittingsperiode. Het is echter jammer dat de minister het idee van een adviescommissie terzijde heeft geschoven.

Mevrouw Nadia El Yousfi vraagt wanneer de minister denkt dat de uitvoeringsbesluiten zullen worden bekendgemaakt.

De minister antwoordt dat het ontwerp niet te goeder trouw van plagiaat kan worden beticht. Zij heeft uitvoerig uitgelegd waarom het ontwerp beter is dan het voorstel.

De besluiten zullen direct na de goedkeuring van het ontwerp van ordonnantie worden goedgekeurd. De grote lijnen ervan werden al vastgelegd in goede verstandhouding met de vertegenwoordigers van de coöperaties.

#### **IV. Discussion des articles et votes**

Le président suggère de discuter des articles du projet d'ordonnance n° A-424/1. (*Assentiment.*)

##### **Projet d'ordonnance n° A-424/1 :**

###### *Article 1<sup>er</sup>*

Cet article ne suscite aucun commentaire.

###### **Vote**

L'article est adopté à l'unanimité des 12 membres présents.

###### *Article 2*

M. Serge de Patoul présente l'amendement n° 2, qui définit ce qu'est le bassin économique de Bruxelles.

La ministre dit que l'adoption de cet amendement affaiblirait le projet d'ordonnance.

###### **Votes**

L'amendement n° 2 est rejeté par 10 voix contre 3.

L'article est adopté à l'unanimité des 13 membres présents.

###### *Article 3*

M. Arnaud Pinxteren demande de quelle façon le porteur de projet sera invité à démontrer la viabilité économique et la faisabilité de son projet. La ministre envisage-t-elle de préciser par arrêté le pourcentage de recette qui pourra être retenu afin de contribuer au coût de fonctionnement de la coopérative ?

La ministre répond par la négative.

M. Serge de Patoul aimeraient savoir comment sera calculée la marge brute, sur base de laquelle un pourcentage des recettes sera prélevé (§ 1<sup>er</sup>, alinéa 2). La marge brute est considérée comme la différence entre l'ensemble des recettes et l'ensemble des charges du projet avant impôt.

#### **IV. Artikelsgewijze besprekking en stemmingen**

De voorzitter stelt voor de artikelen van het ontwerp van ordonnantie nr. A-424/1 te bespreken. (*Instemming.*)

##### **Ontwerp van ordonnantie nr. A-424/1 :**

###### *Artikel 1*

Dit artikel lokt geen enkele commentaar uit.

###### **Stemming**

Het artikel wordt aangenomen bij eenparigheid van de 12 aanwezige leden.

###### *Artikel 2*

De heer Serge de Patoul stelt amendement nr. 2 voor, dat een omschrijving geeft van het begrip economisch bekken van Brussel.

Volgens de minister, zou de goedkeuring van dit amendement het ontwerp van ordonnantie verzwakken.

###### **Stemmingen**

Amendement nr. 2 wordt verworpen met 10 stemmen tegen 3.

Het artikel wordt aangenomen bij eenparigheid van de 13 aanwezige leden.

###### *Artikel 3*

De heer Arnaud Pinxteren vraagt op welke wijze de projectdrager zal worden verzocht de economische leefbaarheid en de haalbaarheid van zijn project aan te tonen. Is de minister van plan bij besluit te bepalen welk percentage van de ontvangsten kan worden ingehouden als bijdrage voor de werking van de coöperatie ?

De minister antwoordt ontkennend.

De heer Serge de Patoul wenst te weten hoe de brutomarge zal worden berekend, op grond waarvan het percentage van de inkomsten wordt ingehouden (§ 1, tweede lid). De brutomarge wordt beschouwd als het verschil tussen alle inkomsten en alle lasten van het project, vóór afhouding van belasting.

La ministre assure que cette précision sera apportée par arrêté, si cela s'avère nécessaire.

M. Serge de Patoul expose l'amendement n° 3, qui porte, tout comme l'amendement n° 1 déposé par des membres de la majorité, sur l'hypothèse du non-respect par la coopérative du délai de trois mois qui s'impose à elle pour approuver ou refuser un projet. Le projet d'ordonnance stipule qu'à défaut de réponse endéans les délais, la décision de la coopérative est réputée défavorable. Il faut renverser cette logique, au bénéfice du candidat. Le député ajoute qu'il importe de contraindre la coopérative à un délai de trois mois. L'amendement n° 1 revient à abroger tout délai, ce qui serait source d'incertitude.

Mme Nadia El Yousfi explique que l'amendement n° 1 est justifié par le pragmatisme et répond à une observation du Conseil d'Etat. Le succès remporté par les coopératives fait affluer vers elles de nombreux candidats. Il apparaît qu'un délai de trois mois est insuffisant pour analyser en profondeur tous les projets soumis. Cependant, il convient aussi que le dépassement du délai ne pénalise pas le candidat. L'amendement impose seulement à la coopérative de justifier son retard auprès du porteur de projet.

La députée invite le gouvernement à préciser dans un futur arrêté d'exécution que le candidat peut réintroduire un dossier en une telle hypothèse.

La ministre approuve l'amendement n° 1. Il ne faut pas décourager les candidats victimes d'un retard de la coopérative. Toutefois, instaurer une présomption de décision favorable ferait peser une trop lourde pression sur les coopératives. Cela pourrait les pousser à bâcler l'examen des projets.

M. Serge de Patoul réplique que le délai de trois mois peut être modifié. L'amendement n° 3 reprend tout simplement le délai qui figure dans le projet d'ordonnance.

M. Emmanuel De Bock estime également que ce délai constitue un long délai d'attente pour un candidat. S'il se conclut par un refus implicite, aux lourdes conséquences démoralisatrices, le dispositif manquerait son but de soutien aux demandeurs d'emploi. Quel est le délai moyen de réponse aux candidats actuellement ?

M. Hamza Fassi-Fihri rétorque que l'amendement n° 1 ne stipule en rien qu'un dépassement du délai de trois mois équivaut à une décision implicite de refus.

M. Serge de Patoul affirme qu'un report sine die de la décision de la coopérative n'est pas indiqué non plus. Cela reviendrait à laisser languir le candidat.

De minister verzekert dat die precisering bij besluit zal worden aangebracht, als dat nodig blijkt.

De heer Serge de Patoul licht amendement nr. 3 toe dat, net als het door oppositieleden ingediende amendement nr. 1, gaat over het geval waarin de coöperatie de haar opgelegde termijn van drie maanden om een project aan te nemen of te weigeren niet naleeft. Krachtens het ontwerp van ordonnantie, wordt de beslissing van de coöperatie geacht negatief te zijn bij gebrek aan een antwoord binnen de termijn. Die logica moet omgekeerd worden, in het voordeel van de kandidaat. De volksvertegenwoordiger voegt daaraan toe dat het belangrijk is de coöperatie een termijn van drie maanden op te leggen. Amendement nr. 1 komt neer op het schrappen van elke termijn, wat een bron van onzekerheid zou zijn.

Mevrouw Nadia El Yousfi legt uit dat amendement nr. 1 gerechtvaardigd wordt door pragmatisme en tegemoet komt aan een opmerking van de Raad van State. Het succes van de coöperaties doet veel kandidaten toestromen. Blijkbaar is een termijn van drie maanden niet lang genoeg om alle ingediende projecten grondig te onderzoeken. Het overschrijden van de termijn mag de kandidaat echter niet benadelen. Het amendement verplicht de coöperatie enkel haar vertraging te rechtvaardigen ten aanzien van de projectdrager.

De volksvertegenwoordigster vraagt de regering in een toekomstig uitvoeringsbesluit te preciseren dat de kandidaat in een dergelijk geval opnieuw een dossier mag indienen.

De minister keurt amendement nr. 1 goed. De kandidaten die slachtoffer zijn van een vertraging van de coöperatie mogen niet ontmoedigd worden. Een vermoedelijk gunstige beslissing invoeren legt echter te veel druk op de coöperaties, en zou hen ertoe kunnen brengen het onderzoek van de projecten te snel af te handelen.

De heer Serge de Patoul antwoordt dat de termijn van drie maanden kan worden gewijzigd. Amendement nr. 3 neemt gewoonweg de in het ontwerp van ordonnantie vermelde termijn over.

De heer Emmanuel De Bock vindt eveneens dat die termijn een lange wachttijd is voor een kandidaat. Als hij afloopt met een impliciete weigering, met zeer demoralisrend gevlogen, zou de regeling haar doel missen, i.e. steun verlenen aan de werkzoekenden. Wat is momenteel de gemiddelde termijn voor het antwoord aan de kandidaten ?

De heer Hamza Fassi-Fihri antwoordt dat amendement nr. 1 nergens stelt dat een overschrijding van de termijn van drie maanden gelijk staat met een impliciete weigering.

Volgens de heer Serge de Patoul, is het oneindig uitstellen van de beslissing van de coöperatie ook niet raadzaam. Dat komt erop neer de kandidaat voor niets te laten wachten.

La ministre invite M. De Bock à lui poser une question par écrit, car elle ne dispose pas ici de la réponse à sa question.

M. Serge de Patoul présente ensuite les amendements n° 4 et n° 5, qui obligent la coopérative à justifier une décision de refus d'un projet ou de cessation d'un projet en cours de développement.

La ministre se rallie à ces deux amendements.

#### **Votes**

L'amendement n° 3 est rejeté par 9 voix contre 4.

L'amendement n° 1 est adopté par 9 voix contre 1 et 3 abstentions.

L'amendement n° 4 est adopté à l'unanimité des 12 membres présents.

L'amendement n° 5 est adopté à l'unanimité des 12 membres présents.

L'article, tel qu'amendé, est adopté par à l'unanimité des 13 membres présents.

#### *Article 4*

Cet article ne suscite aucun commentaire.

#### **Vote**

L'article est adopté à l'unanimité des 13 membres présents.

#### *Article 5*

La ministre précise qu'il y a lieu de corriger la référence à l'ordonnance relative à l'économie sociale : elle est datée du 26 avril 2012, et non du 30 mars 2012.

#### **Vote**

L'article est adopté à l'unanimité des 13 membres présents.

De minister vraagt de heer De Bock hem een schriftelijke vraag te stellen, want zij kan hier geen antwoord geven.

De heer Serge de Patoul stelt vervolgens de amendementen nr. 4 en 5 voor, die de coöperatie verplichten tot het verantwoorden van een beslissing tot weigering van een project of tot stopzetten van een project tijdens de ontwikkeling ervan.

De minister is het eens met die twee amendementen.

#### **Stemmingen**

Amendement nr. 3 wordt verworpen met 9 stemmen tegen 4.

Amendement nr. 1 wordt aangenomen met 9 stemmen tegen 1, bij 3 onthoudingen.

Amendement nr. 4 wordt aangenomen bij eenparigheid van de 12 aanwezige leden.

Amendement nr. 5 wordt aangenomen bij eenparigheid van de 12 aanwezige leden.

Het artikel, aldus gemaandeed, wordt aangenomen bij eenparigheid van de 13 aanwezige leden.

#### *Artikel 4*

Het artikel lokt geen commentaar uit.

#### **Stemming**

Het artikel wordt aangenomen bij eenparigheid van de 13 aanwezige leden.

#### *Artikel 5*

De minister preciseert dat de verwijzing naar de ordonnantie betreffende de sociale economie dient te worden verbeterd : ze is 26 april 2012 en niet 30 maart 2012 gedateerd.

#### **Stemming**

Het artikel wordt aangenomen bij eenparigheid van de 13 aanwezige leden.

*Article 6*

M. Serge de Patoul demande que la ministre explique ce qu'il convient d'entendre par les mots « chômeur difficile à placer ».

La ministre répond que l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 5<sup>o</sup>, définit cette notion par référence à l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 15 juin 2009.

**Vote**

L'article est adopté à l'unanimité des 13 membres présents.

*Article 7*

Cet article ne suscite aucun commentaire.

**Vote**

L'article est adopté à l'unanimité des 13 membres présents.

*Article 8*

M. Arnaud Pinxteren observe qu'une coopérative sera agréée d'abord pour une durée de deux ans, puis pour une durée déterminée, sur la foi d'un rapport d'activités annuel fourni par la coopérative au gouvernement (article 18). L'intervenant plaide pour que le gouvernement fonde aussi son évaluation sur une analyse tierce, extérieure à la coopérative. L'arrêté d'exécution devrait prévoir ce type de mesure.

La ministre y voit une bonne idée.

M. Serge de Patoul retire les amendements n° 6 et n° 7, étant donné le rejet de l'amendement n° 2. Il aimerait par ailleurs savoir le niveau de diplôme visé par les mots « la qualification scolaire » et ce que recouvre « l'expérience professionnelle du personnel d'encadrement » (§ 1<sup>er</sup>, 5<sup>o</sup>). Il faudrait à tout le moins que les études concernées par le diplôme comportent des cours de gestion.

La ministre répond que cette précision sera apportée par arrêté.

M. Serge de Patoul demande comment sera calculée la rentabilité financière d'une coopérative (§ 2, 1<sup>o</sup>), puisqu'elle n'est pas forcément dotée d'un capital.

La ministre dit que ce calcul sera similaire à celui qui concerne les entreprises d'insertion.

*Artikel 6*

De heer Serge de Patoul vraagt de minister om uit te leggen wat onder de woorden « moeilijk te plaatsen werklozen » dient te worden verstaan.

De minister antwoordt dat het begrip wordt omschreven in artikel 2, § 1, 5<sup>o</sup> met een verwijzing naar artikel 1 van het koninklijk besluit van 15 juni 2009.

**Stemming**

Het artikel wordt aangenomen bij eenparigheid van de 13 aanwezige leden.

*Artikel 7*

Het artikel lokt geen commentaar uit.

**Stemming**

Het artikel wordt aangenomen bij eenparigheid van de 13 aanwezige leden.

*Artikel 8*

De heer Arnaud Pinxteren merkt op dat een coöperatie eerst voor een duur van twee jaar wordt erkend en vervolgens voor een bepaalde duur op grond van een jaarlijks activiteitenverslag dat de coöperatie aan de regering bezorgt (artikel 18). De spreker pleit ervoor dat de regering haar evaluatie ook baseert op een externe analyse die niet van de coöperatie afkomstig is. Het uitvoeringsbesluit zou in dat soort maatregel moeten voorzien.

De minister vindt dat een goed idee.

De heer Serge de Patoul trekt de amendementen nr. 6 en 7 in, aangezien amendement nr. 2 is verworpen. Voorts vraagt hij welk diploma niveau bedoeld wordt met het woord « scholingsgraad » en wat verstaan wordt onder « beroepservaring van het personeel voor omkadering » (§ 1, 5<sup>o</sup>). De studies die tot het diploma leiden, moeten op zijn minst managementcursussen omvatten.

De minister antwoordt dat die verduidelijking bij besluit zal worden verstrekt.

De heer Serge de Patoul vraagt hoe de financiële rendabiliteit van een coöperatie (§ 2, 1<sup>o</sup>) zal worden berekend, aangezien ze niet noodzakelijk over een kapitaal beschikt.

De minister antwoordt dat de berekening vergelijkbaar zal zijn met die voor de inschakelingsondernemingen.

M. Serge de Patoul observe que certains cas d'exclusion en qualité d'administrateur, gérant ou mandataire (§ 2, 8°) ne connaissent aucune limite dans le temps. Serait-ce des exclusions à vie, sortes de peines de mort ?

La ministre répond que, tout comme dans l'ordonnance du 26 avril 2012, la plupart de ces cas d'exclusion sont limités à cinq ans. Les autres sont temporaires.

#### **Votes**

L'article est adopté à l'unanimité des 13 membres présents.

#### *Articles 9 à 20*

Ces articles ne suscitent aucun commentaire.

#### **Votes**

Ces articles sont adoptés à l'unanimité des 13 membres présents.

### **V. Vote sur l'ensemble**

L'ensemble du projet d'ordonnance, tel qu'amendé, est adopté par 12 voix et 1 abstention.

En conséquence, la proposition d'ordonnance n°A-34/1 – 2009 devient sans objet.

– *Confiance est faite à la rapporteuse pour la rédaction du rapport.*

*La Rapporteuse,*

Nadia EL YOUSFI

*Le Président,*

Walter VANDENBOSSCHE

De heer Serge de Patoul merkt op dat bepaalde situaties waarin men geen bestuurder, zaakvoerder of lasthebber mag zijn (§ 2, 8°), niet beperkt zijn in de tijd. Gaat het om levenslange uitsluitingen, als het ware om doodstraffen ?

De minister antwoordt dat de meeste gevallen van uitsluiting, net als in de ordonnantie van 26 april 2012, beperkt zijn tot vijf jaar. De andere gevallen zijn van tijdelijke aard.

#### **Stemming**

Het artikel wordt aangenomen bij eenparigheid van de 13 aanwezige leden.

#### *Artikelen 9 tot 20*

De artikelen lokken geen commentaar uit.

#### **Stemmingen**

De artikelen worden aangenomen bij eenparigheid van de 13 aanwezige leden.

### **V. Stemming over het geheel**

Het ontwerp van ordonnantie, aldus gemaandeed, wordt aangenomen met 12 stemmen bij 1 onthouding.

Bijgevolg wordt het voorstel van ordonnantie nr. A-34/1 – 2009 doelloos.

– *Vertrouwen wordt geschonken aan de rapporteur voor het opstellen van het verslag.*

*De Rapporteur;*

Nadia EL YOUSFI

*De voorzitter;*

Walter VANDENBOSSCHE

## **VI. Texte adopté par la commission**

### **CHAPITRE I<sup>er</sup> Dispositions générales**

#### *Article 1<sup>er</sup>*

La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

#### *Article 2*

Pour l'application de la présente ordonnance et de ses mesures d'exécution, l'on entend par :

- 1° « la coopérative d'activités » : la société à finalité sociale visée à l'article 80, 1°, de la loi du 1<sup>er</sup> mars 2007 portant des dispositions diverses (III), dont l'objet social correspond aux dispositions de l'article 81, §§ 1<sup>er</sup> et 2 de ladite loi, et dont les activités respectent et appliquent les conditions de base visées à, et conformément à, l'article 5;
- 2° « la coopérative d'activités agréée » : la coopérative d'activité bénéficiant de l'agrément visé sous 11°;
- 3° « le candidat-entrepreneur » : la personne physique visée aux articles 80, 2°, et 81, §§ 2 et 4 de la loi du 1<sup>er</sup> mars 2007 portant des dispositions diverses (III);
- 4° « le porteur de projet » : le demandeur d'emploi qui propose un projet de création d'activités au sein de la coopérative d'activités agréée, dans le but de devenir candidat-entrepreneur;
- 5° « les chômeurs difficiles à placer ou d'autres groupes à risques » : les catégories de candidats-entrepreneurs visées à l'article premier de l'arrêté royal du 15 juin 2009 portant des dispositions diverses concernant le statut du candidat-entrepreneur dans une coopérative d'activités;
- 6° « le personnel d'encadrement » : les travailleurs de la coopérative d'activités agréée, aptes, par qualification scolaire ou par expérience professionnelle, à accueillir le porteur de projet et le candidat-entrepreneur, à le conseiller, l'accompagner, et le soutenir dans l'exercice de ses activités en vue de s'installer en tant qu'entrepreneur;
- 7° « Actiris » : l'Office régional bruxellois de l'Emploi, réglementé par l'ordonnance du 18 janvier 2001 portant organisation et fonctionnement de l'Office régional bruxellois de l'Emploi;
- 8° « le partenaire habilité » : la mission locale pour l'emploi, le « lokale werkinkel », le centre public d'ac-

## **VI. Tekst aangenomen door de commissie**

### **HOOFDSTUK I Algemene bepalingen**

#### *Artikel 1*

Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

#### *Artikel 2*

Voor de toepassing van deze ordonnantie en haar uitvoeringsmaatregelen wordt verstaan onder :

- 1° « de activiteitencoöperatie » : de vennootschap met sociaal oogmerk als bedoeld in artikel 80, 1° van de wet van 1 maart 2007 houdende diverse bepalingen (III), en waarvan het maatschappelijk doel overeenstemt met het bepaalde van artikel 81, §§ 1 en 2 van die wet, bedrijvig met eerbiediging en toepassing van de grondvoorwaarden als bedoeld in en overeenkomstig artikel 5;
- 2° « erkende activiteitencoöperatie » : de activiteitencoöperatie die de erkenning geniet als bedoeld in 11°;
- 3° « kandidaat-ondernemer » : de natuurlijke persoon als bedoeld in artikels 80, 2°, en 81, §§ 2 en 4 van de wet van 1 maart 2007 houdende diverse bepalingen (III);
- 4° « projectdrager » : de werkzoekende die een project voorstelt voor het scheppen van activiteiten bij de erkende activiteitencoöperatie om kandidaat-ondernemer te worden;
- 5° « moeilijk te plaatsen werklozen of andere kansen-groepen » : de categorieën van kandidaat-ondernemers als bedoeld in artikel 1 van het koninklijk besluit van 15 juni 2009 houdende diverse bepalingen betreffende het statuut van kandidaat-ondernemer in een activiteitencoöperatie;
- 6° « personeel voor omkadering » : de door scholingsgraad of beroepservaring geschikte werknemers van de erkende activiteitencoöperatie, en die instaan voor het onthaal, adviseren, begeleiden, coachen en ondersteunen van de projectdrager en kandidaat-ondernemer bij de uitoefening van zijn activiteiten met het oog op zijn latere vestiging als ondernemer;
- 7° « Actiris » : de Brusselse Gewestelijke Dienst voor Arbeidsbemiddeling, als gereglementeerd door de ordonnantie van 18 januari 2001 houdende organisatie en werking van de Brusselse Gewestelijke Dienst voor Arbeidsbemiddeling;
- 8° « gemachtigde partner » : de krachtens het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 28 februari

tion sociale, et l'association sans but lucratif, ayant conclu une convention avec Actiris en vertu de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 28 février 2008 portant exécution de l'article 7 de l'ordonnance du 18 janvier 2001 portant organisation et fonctionnement de l'Office régional bruxellois de l'Emploi pour mener les activités d'emploi intégrées aux actions d'insertion socioprofessionnelle, liés avec Actiris par une convention, ainsi que toute structure, active dans le soutien à, et l'accompagnement de l'initiative économique;

9° « le coût salarial » : la rémunération brute du travailleur, majorée des cotisations patronales de sécurité sociale, et diminuée des réductions de l'ONSS y afférentes et des allocations imputées sur le salaire à payer dans le cadre d'une mesure d'activation visée sous 10°. La rémunération brute comprend la rémunération ainsi que l'ensemble des indemnités et avantages dus au travailleur par ou en vertu de dispositions légales ou réglementaires, à l'exception des indemnités de rupture du contrat de travail, y compris celles qui sont dues en vertu de conventions collectives de travail conclues au sein de la commission paritaire dont relève l'employeur;

10° « la mesure d'activation » : toute mesure réglementaire qui est prise en vertu de :

- a) l'article 7, paragraphe premier, troisième alinéa, m) de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs;
- b) l'article 9 et l'article 13, paragraphe premier, de la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale;
- c) l'article 57<sup>quater</sup> de la loi organique du 8 juillet 1976 des centres publics d'action sociale;

11° « l'agrément » : l'agrément visé au chapitre III;

12° « le Gouvernement » : le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale.

## CHAPITRE II Processus d'accompagnement du porteur du projet

### *Article 3*

§ 1<sup>er</sup>. – Dans les limites prévues dans son agrément et selon les modalités déterminées par le Gouvernement, la coopérative d'activités agréée accueille gratuitement tout porteur de projet qui propose de créer une activité écono-

2008 houdende uitvoering van artikel 7 van de ordonnance van 18 januari 2001 houdende organisatie en werking van de Brusselse Gewestelijke Dienst voor Arbeidsbemiddeling, middels een overeenkomst met Actiris verbonden « mission locale pour l'emploi » of lokale werkinkel, het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, de vereniging zonder winstoogmerk die een overeenkomst heeft gesloten met Actiris voor het uitoefenen van tewerkstellingsactiviteiten geïntegreerd in de acties voor socio-professionele inschakeling, alsook elke structuur van ondersteuning aan en begeleiding van het economisch initiatief;

9° « loonkost » : het brutoloon van de werknemer, verhoogd met de werkgeversbijdragen voor de sociale zekerheid, en verminderd met de erop betrekking hebbende RSZ-vrijstellingen en de op het te betalen loon in rekening gebrachte uitkeringen in het kader van een activeringsmaatregel als bedoeld in 10°. Het brutoloon omvat het loon alsook alle vergoedingen en voordelen die aan de werknemer verschuldigd zijn door of krachtens de wettelijke of reglementaire bepalingen, met uitzondering van de vergoedingen wegens beëindiging van de arbeidsovereenkomst, en met inbegrip van deze verschuldigd krachtens collectieve arbeidsovereenkomsten gesloten binnen het paritaire comité waaronder de werkgever ressorteert;

10° « activeringsmaatregel » : elke reglementaire maatregel genomen krachtens :

- a) artikel 7, § 1, derde lid, m) van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders;
- b) artikel 9 en artikel 13, § 1, van de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op maatschappelijke integratie;
- c) artikel 57<sup>quater</sup> van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;

11° « erkenning » : de erkenning als bedoeld in hoofdstuk III;

12° « Regering » : de Brusselse Hoofdstedelijke Regering.

## HOOFDSTUK II Begeleidingsproces van de projectdrager

### *Artikel 3*

§ 1. – Binnen de grenzen van haar erkenning en overeenkomstig de nadere regels bepaald door de Regering, onthaalt de erkende activiteitencoöperatie kosteloos elke projectdrager die voorstelt een economische activiteit op

mique dans le but de réaliser ultérieurement son installation en tant qu'indépendant à titre principal et dont la viabilité économique et la faisabilité ont pu être démontrées.

Pour autant et dans la mesure où la coopérative d'activités agréée organise une mise en situation réelle, elle peut prélever un pourcentage sur les recettes des activités développées afin de contribuer au financement de ses coûts de fonctionnement. Ce pourcentage dont les modalités de calcul sont déterminées par le Gouvernement ne peut excéder quinze pour cent de la marge brute.

§ 2. – Dès qu'un porteur de projet remet son projet à la coopérative d'activités agréée, celle-ci dispose de trois mois au maximum pour l'approuver ou le refuser. A défaut de pouvoir analyser le projet dans ce délai, la coopérative d'activités en informe le porteur de projet.

L'analyse de la coopérative d'activités agréée porte exclusivement sur les perspectives de réalisation du projet économique déposé.

Le Gouvernement peut préciser les conditions de viabilité du projet économique.

§ 3. – Lorsque le projet est refusé, la coopérative d'activités agréée réoriente le porteur de projet :

1° vers Actiris;

2° ou vers un ou plusieurs partenaires habilités visé à l'article 2.

Le refus est justifié. Le Gouvernement fixe le contenu minimum de la justification.

Lorsque le projet est accepté, la coopérative d'activités agréée met tout en œuvre pour conseiller le porteur de projet et l'aider à mener à bonne fin le projet de création d'activité. Cet accompagnement ne peut dépasser vingt-quatre mois à dater de l'acceptation du projet, en ce compris la mise en situation sous forme de test.

§ 4. – Lorsque la coopérative d'activités agréée décide de mettre un terme à un projet en cours de développement, le porteur de projet est réorienté vers le service ou vers une ou plusieurs institutions ou organisations visées au § 3.

La coopérative d'activités justifie sa motivation auprès du porteur de projet. Le Gouvernement fixe le contenu minimum de la justification.

§ 5. – Dès que la coopérative d'activités agréée considère que le porteur de projet dispose d'un plan de démarrage opérationnel, elle invite celui-ci à tester son activité

te starten om zich later als zelfstandige in hoofdberoep te vestigen, en waarvan de economische leefbaarheid en haalbaarheid werden aangetoond.

In de mate dat en voor zover de erkende activiteitencoöperatie een daadwerkelijke werksituatie tot stand brengt, kan ze een percentage heffen op de inkomsten van de ontwikkelde activiteiten om haar werkingskosten te financieren. Dit percentage, waarvan de Regering de nadere regels voor de berekening bepaalt, bedraagt hoogstens vijftien procent van de brutomarge.

§ 2. – Zodra een projectdrager zijn project bij de erkende activiteitencoöperatie indient, beschikt deze over maximum drie maanden om het goed te keuren of te weigeren. Indien de activiteitencoöperatie het project niet binnen die termijn kan onderzoeken, brengt zij de projectdrager daarvan op de hoogte.

De analyse van de erkende activiteitencoöperatie heeft uitsluitend betrekking op de slaagkansen van het ingediende economisch project.

De Regering kan de voorwaarden van levensvatbaarheid van het economisch project nader bepalen.

§ 3. – Wanneer het project geweigerd is, verwijst de erkende activiteitencoöperatie de projectdrager naar :

1° Actiris;

2° of naar een of meer gemachtigde partners als bedoeld in artikel 2.

De weigering wordt verantwoord. De Regering bepaalt de minimale inhoud van de verantwoording.

Wanneer het project goedgekeurd is, stelt de erkende activiteitencoöperatie alles in het werk om de projectdrager advies te verstrekken en hem helpen om het project voor het scheppen van activiteiten tot een goed einde te brengen. Die begeleiding mag niet langer dan vierentwintig maanden duren, te rekenen van de datum van aanvaarding van het project, met inbegrip van de werksituatie als test.

§ 4. – Als de erkende activiteitencoöperatie beslist een einde te maken aan een project in ontwikkeling, dan verwijst deze de projectdrager naar de dienst of naar een of verschillende instellingen en organisaties als bedoeld in § 3.

De activiteitencoöperatie verantwoordt haar motivering bij de projectdrager. De Regering bepaalt de minimale inhoud van de verantwoording.

§ 5. – Zodra de erkende activiteitencoöperatie van oordeel is dat de projectdrager over een operationeel startplan beschikt, wordt hij uitgenodigd om zijn economische ac-

économique au sein de la coopérative en tant que candidat-entrepreneur.

### CHAPITRE III De l'agrément

#### SECTION 1<sup>ère</sup> *Objet de l'agrément*

##### *Article 4*

L'agrément visé au présent chapitre n'est accordé qu'en vue de l'octroi des subventions visées au chapitre IV.

#### SECTION 2

#### *Conditions de base en vue de l'agrément*

##### *Article 5*

§ 1<sup>er</sup>. – Ne peuvent être agréées en tant que coopérative d'activités que les sociétés répondant aux conditions de la loi du 1<sup>er</sup> mars 2007 portant des dispositions diverses et dont les activités s'exercent dans le cadre de l'économie sociale telle que définie à l'article 3 de l'ordonnance du 26 avril 2012 relative à l'économie sociale et à l'agrément des entreprises d'insertion et des initiatives locales de développement de l'emploi en vue de l'octroi de subventions.

§ 2. – Le Gouvernement peut déterminer les programmes ou plans d'action et de management, tout autre engagement ou acte, ainsi que les pièces et les documents à l'aide desquels la société démontre qu'elle respecte les conditions de base visées et les conditions visées au paragraphe premier.

#### SECTION 3

#### *La portée et le nombre des agréments*

##### *Article 6*

§ 1<sup>er</sup>. – L'agrément de la société concerne exclusivement les activités en tant que coopérative d'activités en faveur des porteurs de projet et des candidats-entrepreneurs.

Conformément aux dispositions de l'article 81, paragraphe premier, de la loi du 1<sup>er</sup> mars 2007 portant des dispositions diverses (III), et de ses mesures d'exécution, au moins soixante pour cent des candidats-entrepreneurs qui sont admis à la coopérative d'activités, sont des chômeurs difficiles à placer ou font partie d'autres groupes à risques.

§ 2. – Pour l'application du paragraphe premier, le Gouvernement peut préciser comment la société démontre que

tivitéit binnen de coöperatie als kandidaat-ondernemer te testen.

### HOOFDSTUK III Over de erkenning

#### AFDELING 1 *Oogmerk van de erkenning*

##### *Artikel 4*

De erkenning als bedoeld in onderhavig hoofdstuk wordt uitsluitend verleend met het oog op de toekenning van de toelagen als bedoeld in hoofdstuk IV.

#### AFDELING 2

#### *Basisvoorwaarden voor de erkenning*

##### *Artikel 5*

§ 1. – Kunnen enkel erkend worden als activiteitencoöperatie de vennootschappen die beantwoorden aan de voorwaarden van de wet van 1 maart 2007 houdende diverse bepalingen, en waarvan de activiteiten uitgeoefend worden in het kader van de sociale economie zoals bepaald in artikel 3 van de ordonnantie van 26 april 2012 betreffende de sociale economie en de erkenning van inschakelingsondernemingen en plaatselijke initiatieven voor de ontwikkeling van de werkgelegenheid met het oog op de toekenning van toelagen.

§ 2. – De Regering kan de actie- en managementprogramma's of -plannen, en enige andere verbintenis of handeling, alsook de stukken en bescheiden bepalen, aan de hand waarvan de vennootschap aantoont dat ze de bedoelde basisvoorwaarden en de voorwaarden als bedoeld in § 1 naleeft.

#### AFDELING 3

#### *De draagwijde en het aantal erkenningen*

##### *Artikel 6*

§ 1. – De erkenning van de vennootschap betreft uitsluitend de activiteiten als activiteitencoöperatie ten gunste van de projectdragers en de kandidaat-ondernemers.

In overeenstemming met het bepaalde van artikel 81, § 1, van de wet van 1 maart 2007 houdende diverse bepalingen (III) en zijn uitvoeringsmaatregelen, behoort minstens zestig procent van de kandidaat-ondernemers die tot de activiteitencoöperatie worden toegelaten, tot de moeilijk te plaatsen werklozen of andere kansengroepen.

§ 2. – Voor de toepassing van § 1 kan de Regering nader bepalen hoe de vennootschap aantoont dat de werkzoeken-

le demandeur d'emploi est chômeur difficile à placer ou fait partie d'autres groupes à risques.

### *Article 7*

Un seul agrément en tant que coopérative d'activités peut être accordé par société.

Par dérogation à l'alinéa premier, chaque établissement distinct d'une société peut être agréé en tant que coopérative d'activités, pour autant que cet établissement dispose d'un conseil d'entreprise propre ou d'un comité pour la prévention et la protection au travail propre.

### SECTION 4 *Conditions d'agrément*

#### *Article 8*

§ 1<sup>er</sup>. – Le Gouvernement peut agréer la société en tant que coopérative d'activités pour une durée initiale de deux ans, renouvelable pour une durée indéterminée.

En vue de l'agrément et sans préjudice des dispositions de la section 2, elle remplit les conditions suivantes :

1° respecter les dispositions des articles 80 à 85 inclus de la loi du 1<sup>er</sup> mars 2007 portant des dispositions diverses (III), et de ses mesures d'exécution;

2° avoir son siège principal d'activités, à savoir le lieu où sont exercées des activités récurrentes liées à l'objet social de la société visé à l'article 2, paragraphe premier, 1°, sur le champ de compétence territoriale de la Région de Bruxelles-Capitale.

Seuls les services y afférents prestés en Région de Bruxelles-Capitale peuvent faire l'objet de l'agrément;

3° démontrer sa capacité à offrir des services adaptables à chaque porteur de projet et à chaque candidat-entrepreneur, en propre ou non, lui permettant de parfaire ou d'acquérir des connaissances utiles à son activité;

4° disposer du matériel et des locaux nécessaires à son activité;

5° apporter la preuve de la qualification scolaire ou de l'expérience professionnelle du personnel d'encadrement en matière d'élaboration de plans financiers, de marketing, de gestion de ressources humaines, d'informatique

de tot de moeilijk te plaatsen werklozen of andere kansen-groepen behoort.

### *Artikel 7*

Per vennootschap kan slechts één erkenning als activiteitencoöperatie worden verleend.

In afwijking van het eerste lid kan elke afzonderlijke vestiging van een vennootschap erkend worden als activiteitencoöperatie, voor zover die vestiging over een eigen ondernemingsraad of een eigen comité voor preventie en bescherming op het werk beschikt.

### AFDELING 4 *Voorwaarden voor de erkenning*

#### *Artikel 8*

§ 1. – De Regering kan de vennootschap als activiteitencoöperatie erkennen voor een oorspronkelijke duur van twee jaar, hernieuwbaar voor een periode van onbepaalde duur.

Met het oog op de erkenning en onverminderd het bepaalde van afdeling 2, voldoet ze daartoe aan de volgende voorwaarden :

1° de bepalingen van de artikelen 80 tot en met 85 van de wet van 1 maart 2007 houdende diverse bepalingen (III) en haar uitvoeringsmaatregelen naleven;

2° de hoofdzetel van de activiteiten, dat wil zeggen de plaats waar terugkerende activiteiten in verband met het maatschappelijk doel als bedoeld in artikel 2, § 1, 1° van de vennootschap worden uitgevoerd, in het territoriale bevoegdheidsgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest hebben.

Alleen de diensten die dienaangaande worden verleend in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, kunnen het voorwerp zijn van de erkenning;

3° aantonen dat zij in staat is om diensten te bieden die aangepast zijn aan elke projectdrager en kandidaat-ondernehmer, al dan niet in eigen beheer, die hem de mogelijkheid geven om de voor zijn activiteit nuttige kennis te verbeteren of te verwerven;

4° over het nodige materiaal en de nodige lokalen te beschikken;

5° het bewijs leveren van de scholingsraad of beroepservaring van het personeel voor omkadering inzake het opmaken van plannen voor de financiering, de marketing, het beheer van menselijke hulpbronnen, de informatica

et de réglementations commerciales, fiscales, sociales et comptables;

6° s'engager à accompagner un nombre minimum de porteurs de projet par an, déterminé par le Gouvernement, et ce, conformément aux modalités déterminées par ledit Gouvernement;

7° s'engager à conclure avec chaque porteur de projet une convention fixant les droits et obligations de chaque partie, et ce, conformément aux dispositions des articles 82 et 84 de la loi du 1<sup>er</sup> mars 2007 portant des dispositions diverses (III), et de ses mesures d'exécution;

8° s'engager à mettre les porteurs de projets en situation réelle, et pour ce faire :

- a) démontrer sa capacité à organiser une mise en situation en grandeur réelle des porteurs de projet;
- b) s'engager à tenir une comptabilité analytique mensuelle par porteur de projet;
- c) en vue de se couvrir des préjudices causés ou pertes encourues par les porteurs de projets lors de l'exercice de leurs activités, constituer un fonds de garantie alimenté par une partie du pourcentage visé à l'article 3, paragraphe 1<sup>er</sup>, deuxième alinéa, et le solde éventuel des recettes générées par l'activité menée par chaque porteur de projet, déduction faite des indemnités et du capital constitué versés aux porteurs de projet et des frais de gestion, non couverts par les subventions, et supportés par la structure.

§ 2. – En outre, la société remplit les conditions suivantes :

- 1° répondre à des critères de rentabilité financière;
- 2° ne pas être redevable d'arriérés d'impôts ou de cotisations à percevoir par l'organisme chargé de la perception des cotisations de sécurité sociale ou par un fonds de sécurité d'existence ou pour le compte de celui-ci.

Ne sont pas considérées comme arriérés, les sommes pour lesquelles il existe un plan d'apurement dûment respecté;

- 3° ne pas être redevable d'arriérés de paiement de montants réclamés par la Région de Bruxelles-Capitale en vertu de la présente ordonnance ou de l'ordonnance organique du 23 février 2006 portant les dispositions applicables au budget, à la comptabilité et au contrôle;
- 4° respecter les réglementations de travail, de sécurité sociale, commerciales et fiscales ainsi que le droit des

en de fiscale, sociale en boekhoudkundige en handelsregelgevingen;

6° de verbintenis aangaan om een door de Regering bepaald minimumaantal projectdragers jaarlijks te begeleiden overeenkomstig de door deze Regering bepaalde nadere regels;

7° de verbintenis aangaan om met elke projectdrager, overeenkomstig het bepaalde van de artikelen 82 en 84 van de wet van 1 maart 2007 houdende diverse bepalingen (III) en haar uitvoeringsmaatregelen, een overeenkomst te sluiten die de rechten en verplichtingen van elke partij vastlegt;

8° de verbintenis aangaan om de projectdragers in een reële situatie te brengen en hiervoor :

- a) aan te tonen dat ze in staat is om een werksituatie van de projectdragers op ware grootte in te richten;
- b) zich verbinden tot het bijhouden van een maandelijkse analytische boekhouding voor elke projectdrager;
- c) met het oog op het dekken van schade veroorzaakt of verlies geleden door de projectdragers bij de uitoefening van hun activiteiten, een waarborgfonds aan te leggen dat gefinancierd wordt door een deel van het percentage als bedoeld in artikel 3, § 1, tweede lid, en het eventuele saldo van de opbrengsten van de activiteit van elke projectdrager, na aftrek van de vergoedingen en het opgebouwd kapitaal gestort aan de projectdragers en van de beheerskosten die niet gedekt worden door de toelagen, en die de structuur ten laste neemt.

§ 2. – Bovendien voldoet de vennootschap aan de volgende voorwaarden :

- 1° voldoen aan de criteria inzake financiële rendabiliteit;
- 2° geen achterstallige belastingen verschuldigd zijn, noch achterstallige bijdragen die worden geïnd door de instelling belast met de inning van de bijdragen voor sociale zekerheid of door een Fonds voor Bestaanszekerheid of voor rekening van dat fonds.

De sommen waarvoor een behoorlijk in acht genomen aanzuiveringsplan bestaat, worden niet als achterstallen beschouwd;

- 3° geen achterstallen in de betaling van de door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, krachtens deze ordonnantie of de organieke ordonnantie van 23 februari 2006 houdende bepalingen die van toepassing zijn op de begroting, de boekhouding en de controle, teruggevorderde bedragen verschuldigd zijn;
- 4° het geldende arbeids-, sociale zekerheids-, vennootschaps-, verzekerings-, handels-, boekhoud- en fiscale

sociétés, le droit d'assurance et de comptabilité, tout comme les conventions collectives de travail en vigueur;

- 5° disposer, le cas échéant, des agréments, autorisations, permis, inscriptions, enregistrements et licences nécessaires à l'exercice des activités ou des professions y liées pour lesquelles l'agrément et les subventions visés au chapitre IV, sont demandés;
- 6° respecter les réglementations relatives à l'exercice de l'activité ou des activités;
- 7° ne pas se trouver en état d'insolvabilité notoire ou de faillite, ni avoir demandé ou obtenu une réorganisation judiciaire;
- 8° ne pas compter, parmi ses administrateurs, gérants, mandataires ou autres personnes habilitées à engager la société, des personnes :
  - a) qui ont été privées de leurs droits civils et politiques;
  - b) visées par l'arrêté royal n° 22 du 24 octobre 1934 relatif à l'interdiction judiciaire faite à certains condamnés et aux faillis d'exercer certaines fonctions, professions ou activités;
  - c) qui, au cours de cinq ans précédent la demande d'agrément, ont été reconnues responsables des engagements ou des dettes d'une société en faillite en application des articles 229, 5°, 265, 315, 456,4° et 530 du code des sociétés;
  - d) qui, au cours de cinq ans précédent la demande d'agrément, ont été condamnées par une décision judiciaire coulée en force de chose jugée par ou en vertu de l'article 19 de l'ordonnance du 4 septembre 2008 relative à la lutte contre la discrimination et à l'égalité de traitement en matière d'emploi;
  - e) qui, au cours de cinq ans précédent la demande d'agrément, ont été condamnées par une décision judiciaire coulée en force de chose jugée par ou en vertu des législations adoptées en vertu de l'article 6, paragraphe premier, VI, cinquième alinéa, 12° de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;
  - f) auxquelles, au cours de cinq ans précédent la demande d'agrément, en leur qualité d'employeur au sens de l'article 2 de la loi du 30 juin 1971 relative aux amendes administratives applicables en

recht, en de van kracht zijnde collectieve arbeidsovereenkomsten naleven;

- 5° in voorkomend geval, over de nodige erkenningen, vergunningen, toelatingen, inschrijvingen, registraties en licenties beschikken, noodzakelijk voor de uitoefening van de activiteiten of de ermee samenhangende beroepen waarvoor de erkenning en de toelagen als bedoeld in hoofdstuk IV worden gevraagd;
- 6° de voorschriften betreffende de uitoefening van de activiteit(en) naleven;
- 7° niet in staat van kennelijk onvermogen of van faillissement verkeren, noch een gerechtelijke reorganisatie hebben aangevraagd of verkregen;
- 8° onder de bestuurders, zaakvoerders, lasthebbers, en meer algemeen, alle personen die ertoe gemachtigd zijn om de vennootschap te verbinden, geen personen tellen :
  - a) die uit hun burgerlijke en politieke rechten zijn onttrokken;
  - b) zoals bedoeld in het koninklijk besluit nr. 22 van 24 oktober 1934 betreffende het rechterlijk verbod aan bepaalde veroordeelden en gefailleerde om bepaalde ambten, beroepen of werkzaamheden uit te oefenen;
  - c) die, in de periode van vijf jaar voorafgaand aan de aanvraag tot erkenning, aansprakelijk zijn gesteld voor de verbintenissen of schulden van een gefailleerde vennootschap, met toepassing van de artikelen 229, 5°, 265, 315, 456,4° en 530 van het wetboek van vennootschappen;
  - d) die, in de periode van vijf jaar voorafgaand aan de aanvraag tot erkenning, bij of krachtens artikel 19 van de ordonnantie van 4 september 2008 betreffende de strijd tegen discriminatie en de gelijke behandeling op het vlak van de tewerkstelling, bij een in kracht van gewijsde getreden gerechtelijke beslissing veroordeeld zijn;
  - e) die, in de periode van vijf jaar voorafgaand aan de aanvraag tot erkenning, bij of krachtens wetten aangenomen op grond van artikel 6, § 1, VI, vijfde lid, 12° van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, bij een in kracht van gewijsde getreden gerechtelijke beslissing veroordeeld zijn;
  - f) aan wie, in de periode van vijf jaar voorafgaand aan de aanvraag tot erkenning, in de hoedanigheid van werkgever als bedoeld in artikel 2 van de wet van 30 juni 1971 betreffende de administratieve geld-

cas d'infraction à certaines lois sociales ou de l'article 26, troisième paragraphe, de l'ordonnance du 30 avril 2009 relative à la surveillance des réglementations en matière d'emploi qui relèvent de la compétence de la Région de Bruxelles-Capitale et à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces réglementations, une amende administrative a été infligée pour infraction aux réglementations visées aux articles 1<sup>er</sup> et 1<sup>erbis</sup> de ladite loi ou à l'article 2, paragraphe premier, première alinéa, de ladite ordonnance;

- g) qui furent administrateur, administrateur délégué, gérant ou mandataire d'une coopérative d'activités dont l'agrément a été retiré en vertu de la section 1<sup>ère</sup> du chapitre VI, ou qui, en quelle qualité que ce soit, furent habilitées à engager ladite initiative ou ladite société;
  - h) qui, au cours de cinq ans précédent la demande d'agrément, ont été condamnées par une décision judiciaire coulée en force de chose jugée du chef de faux commis en écritures visé au chapitre IV du titre III du livre II du Code pénal;
  - 9° au cours de cinq ans précédent la demande d'agrément, ne pas avoir fait l'objet d'un retrait visé à la section 1<sup>ère</sup> du chapitre VI;
  - 10° prêter sa collaboration à un mécanisme de suivi systématique de l'accompagnement et de la carrière des porteurs de projet et des candidats-entrepreneurs, instauré par le Gouvernement.
- § 3. – Afin de conserver son agrément en tant que coopérative d'activités, la société doit remplir les conditions du paragraphe premier et du deuxième paragraphe, pendant la période de l'agrément visée au paragraphe premier.
- § 4. – Le Gouvernement peut préciser les conditions visées aux premier et deuxième paragraphes.

## SECTION 5 *L'élargissement de l'agrément*

### *Article 9*

Lorsque la coopérative d'activités souhaite élargir l'agrément existant en vue d'une augmentation de sa capacité maximale d'accueil, le Gouvernement peut accorder ledit élargissement, conformément à la procédure et aux modalités qu'il détermine.

Le cas échéant, la capacité maximale d'accueil pour les porteurs de projet avant leur mise en situation réelle est distinguée de celle pour les porteurs de projet mis en situation réelle.

boeten toepasselijk in geval van inbreuk op sommige sociale wetten of in artikel 26, § 3, van de ordonnantie van 30 april 2009 betreffende het toezicht op de reglementeringen inzake werkgelegenheid die tot de bevoegdheid van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest behoren en de invoering van administratieve geldboeten toepasselijk in geval van inbreuk op deze reglementeringen, een administratieve geldboete werd opgelegd wegens inbreuk op de reglementeringen als bedoeld in de artikelen 1 en 1bis van de genoemde wet of in artikel 2, § 1, eerste lid, van de genoemde ordonnantie;

- g) die bestuurder, gedelegeerd bestuurder, zaakvoerder of lasthebber waren van een activiteitencoöperatie waarvan de erkenning krachtens afdeling 1 van hoofdstuk VI werd ingetrokken, of er in welke hoedanigheid ook gemachtigd waren om dat initiatief of die onderneming te verbinden;
- h) die, in de periode van vijf jaar voorafgaand aan de aanvraag tot erkenning, bij een in kracht van gewijsde getreden gerechtelijke beslissing veroordeeld zijn wegens valsheid in geschriften als bedoeld in hoofdstuk IV van titel III van boek II van het Strafwetboek;
- 9° in de periode van vijf jaar voorafgaand aan de aanvraag tot erkenning, niet het voorwerp hebben uitgemaakt van een intrekking als bedoeld in afdeling 1 van hoofdstuk VI;
- 10° medewerking te verlenen aan een door de Regering ingevoerd mechanisme van stelselmatige opvolging van de begeleiding en van de loopbaan van de projectdragers en de kandidaat-ondernehmers.

§ 3. – Om erkend te blijven als activiteitencoöperatie, is de vennootschap ertoe gehouden de voorwaarden van §§ 1 en 2 gedurende het tijdvak van de erkenning als bedoeld in § 1 na te leven.

§ 4. – De Regering kan de voorwaarden als bedoeld in §§ 1 en 2 nader bepalen.

## AFDELING 5 *Uitbreidung van de erkenning*

### *Artikel 9*

De Regering kan, op verzoek van de activiteitencoöperatie en met het oog op een verhoging van haar maximale opvangcapaciteit, de bestaande erkenning uitbreiden, overeenkomstig de procedure en de nadere regels die zij bepaalt.

In voorkomend geval wordt een onderscheid gemaakt tussen de maximale opvangcapaciteit van projectdragers vóór en in daadwerkelijke werksituatie.

Pour l'élargissement, les sections 1ère à 4 incluse sont d'application.

L'élargissement est accordé pour la durée restante de l'agrément en cours.

## SECTION 6 *Le transfert d'agrément*

### *Article 10*

L'agrément ne peut être ni cédé, ni transféré à un tiers par fusion, transformation ou scission.

## SECTION 7 *La suspension des demandes d'agrément ou en élargissement de l'agrément*

### *Article 11*

Le Gouvernement peut, en cas de risque de dépassement des crédits budgétaires disponibles, suspendre la possibilité d'introduire une demande d'agrément ou en élargissement de l'agrément visé à l'article 9.

## CHAPITRE IV *Des subventions*

### *Article 12*

Les subventions visées au présent chapitre sont accordées pour autant que et dans la mesure où la coopérative d'activités agréée respecte et remplit les dispositions et conditions du chapitre III.

### *Article 13*

§ 1<sup>er</sup>. – Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, le Gouvernement octroie une subvention à la coopérative d'activités agréée.

Celle-ci est déterminée en fonction des éléments suivants :

1° afin de couvrir partiellement les frais de fonctionnement de la coopérative d'activités, en ce compris le coût salarial du personnel d'encadrement, un montant annuel forfaitaire n'excédant pas 1.000 euros multiplié par le nombre de personnes pour lequel la coopérative est agréée;

2° un montant variable déterminé par le Gouvernement sur la base de deux éléments :

a) le nombre de porteurs de projet accompagnés invités à tester leur activité économique conformément à l'ar-

Voor de uitbreiding zijn de afdelingen 1 tot en met 4 van overeenkomstige toepassing.

De uitbreiding wordt verleend voor de overblijvende duur van de lopende erkenning.

## AFDELING 6 *Overdracht van de erkenning*

### *Artikel 10*

De erkenning mag noch afgestaan, noch overgedragen worden aan een derde door fusie, conversie of splitsing.

## AFDELING 7 *De schorsing van de aanvragen tot erkenning of tot uitbreiding van de erkenning*

### *Artikel 11*

Bij dreigende overschrijding van de beschikbare begrotingskredieten kan de Regering de mogelijkheid schorsen om een aanvraag tot erkenning, of tot uitbreiding van erkenning als bedoeld in artikel 9, in te dienen.

## HOOFDSTUK IV *Over de toelagen*

### *Artikel 12*

De toelagen als bedoeld in onderhavig hoofdstuk worden toegekend voor zover en in de mate dat de erkende activiteitencoöperatie, de bepalingen van en de voorwaarden uit hoofdstuk III naleeft en vervult.

### *Artikel 13*

§ 1. – Binnen de grenzen van de beschikbare begrotingskredieten kent de Regering een toelage toe aan de erkende activiteitencoöperatie.

Deze toelage wordt bepaald op grond van de volgende gegevens :

1° een jaarlijks forfaitair bedrag dat niet hoger is dan 1.000 euro vermenigvuldigd met het aantal personen waarvoor de coöperatie erkend is, dat de werkingskosten met inbegrip van de loonkost van het personeel voor omkadering van de activiteitencoöperatie gedeeltelijk dekt;

2° een door de Regering bepaald veranderlijk bedrag op basis van twee elementen :

a) het aantal begeleide projectdragers die uitgenodigd worden om hun economische activiteit te testen over-

ticle 3, § 4, calculé en moyenne annuelle sur l'année civile et multiplié par un maximum de 2.500 euros,

- b) le nombre de transition favorable vers une activité professionnelle, calculé en moyenne annuelle sur l'année civile et multiplié par un maximum de 500 euros.

§ 2. – Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, la coopérative d'activités agréée bénéficie en outre d'une subvention de 1.000 euros maximum par porteur de projet accompagnés qui teste son activité économique conformément à l'article 3, § 4.

Cette subvention est imputée en tant que réserve affectée dans la comptabilité de la coopérative d'activités et certifiée, en ce compris dans son emploi, par un réviseur d'entreprise agréé.

Cette réserve servira à financer des bourses destinées à l'acquisition de biens matériels ou immatériels correspondant aux besoins du porteur de projet, ou à financer les frais inhérents au démarrage de son activité.

L'octroi des bourses est du ressort de la coopérative d'activités agréée. A cet effet, elle se fait assister par un ou plusieurs experts qui n'ont aucun intérêt direct ou indirect dans les activités des porteurs de projet et qui sont indépendants des membres de son conseil d'administration. Le Gouvernement précise la notion d'expert.

La coopérative propose au porteur de projet bénéficiaire d'une bourse un plan de remboursement réaliste des montants investis sur la base de ladite subvention.

Le porteur de projet quitte la coopérative sans dettes vis-à-vis de cette dernière. Au cas où à sa sortie la bourse ne serait pas entièrement remboursée, le solde sera annulé et la réserve affectée réduite du montant non remboursé.

Le porteur de projet, lorsqu'il quitte la coopérative d'activités se voit transférer la propriété des biens matériels et immatériels acquis, et ce sans préjudice des dispositions des réglementations fiscales en la matière.

Le plafond de ladite subvention est fixé à 50.000 euros par année civile et par coopérative d'activités agréée. Le Gouvernement détermine le montant total de la réserve affectée.

§ 3. – Le Gouvernement peut diminuer le montant de la subvention visée au paragraphe premier :

- 1° soit dans le cadre d'une évaluation négative en fonction des critères visés à l'article 18;
- 2° soit en fonction du ratio entre le nombre de porteurs de projet réellement accompagnés et le nombre de por-

eenkomstig artikel 3, § 4, berekend als jaargemiddelde over het kalenderjaar en vermenigvuldigd met een maximum van 2.500 euro,

- b) het aantal gunstige doorstromingen naar een beroepsactiviteit, berekend als jaargemiddelde over het kalenderjaar en vermenigvuldigd met een maximum van 500 euro.

§ 2. – De erkende activiteitencoöperatie geniet binnen de grenzen van de beschikbare begrotingskredieten boven-dien een toelage van maximum 1.000 euro per begeleide projectdrager die zijn economische activiteit overeenkomstig artikel 3, § 4, test.

Deze toelage wordt als voorbestemde reserve in de boekhouding van de activiteitencoöperatie opgetekend. Hij wordt met inbegrip van zijn aanwending gecertificeerd door een erkende bedrijfsrevisor.

Deze reserve strekt ertoe beurzen te financieren voor de aankoop van materiële of immateriële goederen die beantwoorden aan de behoeften van de projectdrager of om de kosten eigen aan de opstart van zijn activiteit te financieren.

De erkende activiteitencoöperatie kent de beurzen toe. Daartoe laat ze zich bijstaan door een of meer deskundigen die geen enkel rechtstreeks of onrechtstreeks belang hebben in de activiteiten van de projectdragers en onafhankelijk zijn van de leden van haar raad van bestuur. De regering omschrijft nauwkeurig het begrip deskundige.

De activiteitencoöperatie stelt de projectdrager die beursbegunstigde is een realistisch afbetalingsplan voor van de op grond van de gezegde toelage geïnvesteerde bedragen.

De projectdrager verlaat de coöperatie schuldenvrij. Indien de beurs op het ogenblik dat hij de coöperatie verlaat niet volledig terugbetaald is, wordt het saldo van de beurs kwijtgescholden en de voorbestemde reserve naar evenredigheid van het niet terugbetaalde bedrag verminderd.

Onverminderd het bepaalde van het ter zake geldende fiscale recht wordt de eigendom van de verworven materiële of immateriële goederen overgedragen aan de projectdrager die de activiteitencoöperatie verlaat.

Het maximumbedrag van de genoemde toelage wordt vastgelegd op 50.000 euro per kalenderjaar en per erkende activiteitencoöperatie. De regering bepaalt het totale bedrag van de voorbestemde reserve.

§ 3. – De Regering kan het bedrag van de toelage bedoeld in § 1 verminderen :

- 1° ofwel in het kader van een negatieve evaluatie in functie van de criteria als bedoeld in artikel 18;
- 2° ofwel in functie van de evenredige verhouding tussen het aantal daadwerkelijk begeleide projectdragers en het

teurs de projet pour lequel la coopérative d'activités est agréée, calculé en moyenne sur une année.

§ 4. – Les subventions octroyées à la coopérative d'activités agréée peuvent être cumulées avec d'autres aides de toutes origines confondues, visant le même coût, sans pouvoir dépasser cent pour cent dudit coût.

§ 5. – Pour l'application du présent article, le Gouvernement détermine ce qu'il faut entendre par transition favorable.

## CHAPITRE V La demande d'agrément et de financement et la liquidation des subventions

### *Article 14*

§ 1<sup>er</sup>. – L'agrément est octroyé en fonction du nombre de porteurs de projet pouvant être accompagnés annuellement par la coopérative d'activités. L'agrément fixe également le pourcentage annuel moyen de candidats accompagnés devant être en phase de test.

§ 2. – Le Gouvernement accorde l'agrément, après avis du Comité de gestion d'Actiris conformément aux modalités et à la procédure qu'il détermine.

§ 3. – Le Gouvernement accorde l'élargissement et le renouvellement de l'agrément, ainsi que les subventions conformément aux modalités et à la procédure qu'il détermine. Il détermine également les modalités de liquidation des subventions.

## CHAPITRE VI Suspension, retrait et suppression de l'agrément et perte du bénéfice de subventions

### SECTION 1<sup>ère</sup> *Suspension et retrait de l'agrément*

### *Article 15*

§ 1<sup>er</sup>. – Sur proposition des services qu'il désigne, le Gouvernement suspend ou retire l'agrément si la société :

- 1° ne respecte pas les dispositions de cette ordonnance et ses mesures d'exécution;
- 2° a obtenu frauduleusement l'agrément sur la base de déclarations fausses, incomplètes ou inexactes;
- 3° fait figurer frauduleusement dans le rapport annuel d'activité visé à l'article 18, des informations fausses, incomplètes ou inexactes;

aantal projectdragers waarvoor de activiteitencoöperatie is erkend, berekend over een jaarlijks gemiddelde.

§ 4. – De toelagen toegekend aan de erkende activiteitencoöperatie mogen gecumuleerd worden met andere steun van om het even welke oorsprong die betrekking heeft op dezelfde kosten, zonder honderd procent van deze kosten te mogen overschrijden.

§ 5. – Voor de toepassing van dit artikel bepaalt de Regering wat onder gunstige uitstroom wordt verstaan.

## HOOFDSTUK V De aanvraag tot erkenning en tot financiering en de uitbetaling van de betoelaging

### *Artikel 14*

§ 1. – De erkenning wordt toegekend naargelang van het aantal projectdragers die de activiteitencoöperatie jaarlijks kan begeleiden. De erkenning legt eveneens het jaarlijks gemiddelde percentage van begeleide kandidaten vast die zich in testfase moeten bevinden.

§ 2. – De Regering kent de erkenning toe, na advies van het Beheerscomité van Actiris, overeenkomstig de door haar bepaalde nadere regels en procedures.

§ 3. – De Regering kent de uitbreiding van erkenning en de vernieuwing van erkenning, alsook de toelagen toe overeenkomstig de door haar bepaalde nadere regels en procedures. Zij bepaalt tevens de nadere regels voor de uitbetaling van de betoelaging.

## HOOFDSTUK VI Schorsing, intrekking en schrapping van de erkenning en verlies van het genot van toelagen

### AFDELING 1 *Schorsing en intrekking van de erkenning*

### *Artikel 15*

§ 1. – De erkenning wordt, op voorstel van de door haar aangewezen diensten, door de Regering geschorst of ingetrokken indien de venootschap :

- 1° de bepalingen van deze ordonnantie en haar uitvoeringsmaatregelen niet naleeft;
- 2° de erkenning heeft verkregen op grond van verklaringen die vals, onvolledig of onjuist zijn en daarbij met bedrieglijk oogmerk heeft gehandeld;
- 3° het jaarlijks activiteitoverslag als bedoeld in artikel 18 voorlegt met valse, onvolledige of onjuiste gegevens, en daarbij met bedrieglijk oogmerk heeft gehandeld;

4° fait obstacle à la surveillance organisée en vertu de l'ordonnance du 30 avril 2009 relative à la surveillance des réglementations en matière d'emploi qui relèvent de la compétence de la Région de Bruxelles-Capitale et à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces réglementations et à leurs arrêtés d'exécution;

5° n'introduit pas de pièces justificatives permettant la liquidation des moyens engagés, ou n'introduit de pièces justificatives qu'à concurrence de la moitié desdits moyens, pendant deux années successives.

Dans les cas visés dans l'alinéa précédent, la société est exclue du bénéfice de la présente ordonnance pour une période de cinq ans à compter de la notification de la décision du retrait.

§ 2. – La coopérative d'activités agréée peut se mettre en règle pendant la période de suspension, qui dure tout au plus trois mois.

La période visée à l'alinéa précédent peut être prolongée une seule fois de trois mois au plus.

Si la société ne se met pas en règle au cours de la dite période, ou si cette mise en règle est insuffisamment démontrée, l'agrément lui est retiré.

§ 3. – Le Gouvernement peut également suspendre l'agrément et l'octroi des subventions visées au chapitre IV en cas de cessation temporaire des activités visées à l'article 81, paragraphe premier et deuxième paragraphe, de la loi du 1<sup>er</sup> mars 2007 portant des dispositions diverses (III).

§ 4. – Le retrait est prononcé d'office, est irrévocabile et d'effet immédiat lorsque, parmi les administrateurs, gérants, mandataires et plus généralement toutes les personnes qui sont habilitées à engager la coopérative d'activités agréée, sont maintenues dans leur fonction des personnes qui font l'objet d'une ou de plusieurs décisions ou condamnations visées à l'article 8, deuxième paragraphe, alinéa unique, 8°.

§ 5. – Le Gouvernement :

1° détermine les procédures de suspension ou de retrait de l'agrément, en ce compris le moment de début de la suspension;

2° précise les effets de la suspension.

## SECTION 2 *Suppression de l'agrément*

### *Article 16*

La coopérative d'activités avertit les services désignés par le Gouvernement, sans délai et par écrit, de la cessa-

4° het krachtens de ordonnantie van 30 april 2009 betreffende het toezicht op de reglementeringen inzake werkgelegenheid die tot de bevoegdheid van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest behoren en de invoering van administratieve geldboeten toepasselijk in geval van inbreuk op deze reglementeringen en op hun uitvoeringsbesluiten ervan geregeld toezicht verhindert;

5° gedurende twee opeenvolgende jaren geen rechtvaardigingsstukken indient voor de vereffening van de vastgelegde middelen of slechts ten belope van de helft van de genoemde middelen rechtvaardigingsstukken indient.

In de gevallen als bedoeld in het vorige lid wordt de vennootschap uitgesloten van het genot van deze ordonnantie voor een periode van vijf jaar, te rekenen vanaf het ogenblik van de betrekking van de beslissing van intrekking.

§ 2. – Tijdens het tijdvak van schorsing dat hoogstens drie maanden duurt, kan de erkende activiteitencoöperatie zich in regel stellen.

Het tijdvak als bedoeld in het vorig lid kan eenmalig worden verlengd met hoogstens drie maanden.

Indien de vennootschap zich in het gezegde tijdvak niet in regel stelt, of indien dit onvoldoende wordt aangetoond, wordt de erkenning ingetrokken.

§ 3. – De Regering kan de erkenning tevens schorsen en de toekenning van toelagen als bedoeld in hoofdstuk IV opschorten in geval van tijdelijke stopzetting van de activiteiten als bedoeld in artikel 81, §§ 1 en 2 van de wet van 1 maart 2007 houdende diverse bepalingen (III).

§ 4. – De intrekking geschiedt ambtshalve, is onherroepelijk en heeft onmiddellijke uitwerking, wanneer onder de bestuurders, zaakvoerders, lasthebbers, en meer algemeen, alle personen die ertoe gemachtigd zijn om de erkende activiteitencoöperatie te verbinden, personen in hun functie worden gehandhaafd die het voorwerp zijn van een of meer beslissingen of veroordelingen als bedoeld in artikel 8, § 2, enig lid, 8°.

§ 5. – De Regering bepaalt :

1° de procedures tot schorsing of intrekking van de erkenning, met inbegrip van het ogenblik van aanvang van schorsing;

2° nader de gevolgen van de schorsing.

## AFDELING 2 *Schrapping van de erkenning*

### *Artikel 16*

De activiteitencoöperatie geeft de door de Regering aangewezen diensten eigener beweging en onverwijd schrifte-

tion définitive des activités visées à l’article 81, paragraphe premier et deuxième paragraphe, de la loi du 1<sup>er</sup> mars 2007 portant des dispositions diverses (III).

Les services désignés par le Gouvernement peuvent supprimer l’agrément en cas de cessation définitive desdites activités, notamment :

- 1° après la notification visée à l’alinéa premier;
- 2° à la demande de la coopérative d’activités agréée;
- 3° lorsque ladite cessation est établie par des présomptions graves, précises et concordantes.

Un motif de suspension ou de retrait visé à l’article 15 ne peut justifier une suppression de l’agrément.

Le Gouvernement peut préciser les procédures de suppression de l’agrément ainsi que ses effets.

### SECTION 3

#### *Perte du bénéfice des subventions*

##### *Article 17*

§ 1<sup>er</sup>. – Sans préjudice de l’article 94 de l’ordonnance organique du 23 février 2006 portant les dispositions applicables au budget, à la comptabilité et au contrôle, la coopérative d’activités agréée perd le bénéfice des subventions visées au chapitre IV lorsque :

- 1° elle ne remplit pas les conditions visées au chapitre IV;
- 2° son agrément lui est retiré conformément aux dispositions de la première section;
- 3° son agrément est supprimé conformément aux dispositions de la section 2.

§ 2. – En cas de suppression de l’agrément, les subventions auxquelles la société a droit suite aux activités visées à l’article 81, paragraphe premier et deuxième paragraphe, de la loi du 1<sup>er</sup> mars 2007 portant des dispositions diverses (III) réalisées antérieurement à la cessation définitive, lui sont liquidées.

§ 3. – Sans préjudice de l’article 95 de l’ordonnance organique du 23 février 2006 portant les dispositions applicables au budget, à la comptabilité et au contrôle, la liquidation de subventions visées au chapitre IV est suspendue en cas de suspension de l’agrément visée à la première section dans l’attente d’une décision sur le retrait d’agrément par le Gouvernement.

lijk kennis van de definitieve stopzetting van de activiteiten als bedoeld in artikel 81, §§ 1 en 2 van de wet van 1 maart 2007 houdende diverse bepalingen (III).

De door de Regering aangewezen diensten kunnen de erkenning schrappen in geval van definitieve stopzetting van de genoemde activiteiten, inzonderheid :

- 1° na de kennisgeving als bedoeld in het eerste lid;
- 2° op verzoek van de erkende activiteitencoöperatie;
- 3° wanneer genoemde stopzetting wordt vastgesteld door een geheel van gewichtige, nauwkeurige en met elkaar overeenstemmende vermoedens.

Een grond tot schorsing of intrekking als bedoeld in artikel 15, kan geen grond tot schrapping van de erkenning zijn.

De Regering kan de procedures tot schrapping van de erkenning alsook de gevolgen ervan nader bepalen.

### AFDELING 3

#### *Verlies van het genot van toelagen*

##### *Artikel 17*

§ 1. – Onverminderd artikel 94 van de organieke ordonnantie van 23 februari 2006 houdende de bepalingen die van toepassing zijn op de begroting, de boekhouding en de controle, verliest de erkende activiteitencoöperatie het genot van toelagen als bedoeld in hoofdstuk IV indien :

- 1° ze de voorwaarden als bedoeld in hoofdstuk IV niet naleeft;
- 2° haar erkenning wordt ingetrokken overeenkomstig de bepalingen van afdeling 1;
- 3° haar erkenning wordt geschrapt overeenkomstig de bepalingen van afdeling 2.

§ 2. – In geval van schrapping van de erkenning worden de toelagen vereffend waarop de vennootschap nog gerechtigd is ingevolge de verwezenlijking van de activiteiten als bedoeld in artikel 81, §§ 1 en 2 van de wet van 1 maart 2007 houdende diverse bepalingen (III) voorafgaand aan de definitieve stopzetting.

§ 3. – Onverminderd artikel 95 van de organieke ordonnantie van 23 februari 2006 houdende de bepalingen die van toepassing zijn op de begroting, de boekhouding en de controle, wordt de vereffening van de toelagen als bedoeld in hoofdstuk IV in geval van schorsing van de erkenning als bedoeld in afdeling 1, opgeschort in afwachting van een beslissing over de intrekking door de Regering.

Le Gouvernement précise les modalités et la procédure à suivre en cas de cessation et de recouvrement des subventions.

## CHAPITRE VII Évaluation et contrôle

### *Article 18*

La coopérative d'activités agréée remet annuellement aux services désignés par le Gouvernement un rapport d'activités, ainsi que le bilan et les comptes de l'exercice écoulé et le certificat du réviseur visé à l'article 13, deuxième paragraphe, deuxième alinéa.

Le Gouvernement détermine les modalités de l'évaluation. Celle-ci se base notamment sur les éléments suivants :

- 1° des critères quantitatifs et qualitatifs fixés par le Gouvernement, directement liés à la mission de la coopérative d'activités, notamment la viabilité économique des projets accompagnés au-delà d'une année d'autonomisation;
- 2° des facteurs socio-économiques et de la méthodologie mise en place pour y répondre;
- 3° la satisfaction des porteurs de projet sur la bases des indices fixés par le Gouvernement.

### *Article 19*

Les fonctionnaires désignés par le Gouvernement surveillent l'exécution de la présente ordonnance et de ses arrêtés d'exécution.

Ces fonctionnaires exercent cette surveillance conformément aux dispositions de l'ordonnance du 30 avril 2009 relative à la surveillance des réglementations en matière d'emploi qui relèvent de la compétence de la Région de Bruxelles-Capitale et à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces réglementations.

## CHAPITRE VIII Disposition finale

### *Article 20*

La présente ordonnance entre en vigueur à la date déterminée par le Gouvernement.

De Regering bepaalt de nadere regels en de te volgen procedure voor de stopzetting en de terugvordering van de toelagen.

## HOOFDSTUK VII Beoordeling en toezicht

### *Artikel 18*

De erkende activiteitencoöperatie bezorgt de door de Regering aangewezen diensten jaarlijks een activiteitenverslag, alsook de balans en de rekeningen van het afgelopen jaar en het certificaat van de bedrijfsrevisor als bedoeld in artikel 13, § 2, tweede lid.

De Regering bepaalt de nadere regels van de beoordeling. Deze is inzonderheid gegrond op :

- 1° door de Regering vastgelegde kwantitatieve en kwalitatieve criteria in rechtstreeks verband met de opdracht van de activiteitencoöperatie, namelijk de economische leefbaarheid van de begeleide projecten één jaar na de verzelfstandiging ervan;
- 2° socio-economische factoren en de methodologie die is ingesteld om erop in te spelen;
- 3° de voldoening van de projectdragers op basis van de door de Regering vastgestelde graadmeters.

### *Artikel 19*

De door de Regering aangewezen ambtenaren houden toezicht op de uitvoering van deze ordonnantie en de uitvoeringsbesluiten ervan.

Deze ambtenaren oefenen dit toezicht uit in overeenstemming met de bepalingen van de ordonnantie van 30 april 2009 betreffende het toezicht op de reglementeringen inzake werkgelegenheid die tot de bevoegdheid van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest behoren en de invoering van administratieve geldboeten toepasselijk in geval van inbreuk op deze reglementeringen.

## HOOFDSTUK VIII Slotbepaling

### *Artikel 20*

De Regering bepaalt de datum van inwerkingtreding van deze ordonnantie.

## VII. Amendements

N° 1 (de Mme Nadia EL YOUSFI, MM. Arnaud PINXTEREN, Hamza FASSI-FIHRI et Walter VANDENBOSSCHE)

### *Article 3*

**Remplacer l’alinéa 1<sup>er</sup> du § 2 par la disposition suivante :**

« § 2. – *Dès qu’un porteur de projet remet son projet à la coopérative d’activités agréée, celle-ci dispose de trois mois au maximum pour l’approuver ou le refuser. A défaut de pouvoir analyser le projet dans ce délai, la coopérative d’activité est tenue d’en informer le porteur de projet.* ». »

### JUSTIFICATION

L'impossibilité matérielle pour une coopérative d'activité d'analyser un projet dans le délai fixé par le projet d'ordonnance ne peut donner lieu à un refus de celui-ci. Le porteur de projet doit être informé que le fond de son projet n'a pu être analysé. De telle sorte que le demandeur d'emploi, auteur du projet, ne remette pas en cause la pertinence de celui-ci et son ambition de le voir aboutir.

## VII. Amendementen

Nr. 1 (van mevrouw Nadia EL YOUSFI, de heren Arnaud PINXTEREN, Hamza FASSI-FIHRI en Walter VANDENBOSSCHE)

### *Artikel 3*

**Het eerste lid van § 2 als volgt te vervangen :**

« § 2. – *Zodra een projectdrager zijn project bij de erkende activiteitencoöperatie indient, beschikt deze over maximum drie maanden om het goed te keuren of te weigeren. Indien de activiteitencoöperatie het project niet binnen die termijn kan onderzoeken, moet zij de projectdrager daarvan op de hoogte brengen.* ». »

### VERANTWOORDING

De materiële onmogelijkheid voor een activiteitencoöperatie om een project binnen de door het ontwerp van ordonnantie gestelde termijn te onderzoeken, mag niet leiden tot een weigering van het project. De projectdrager moet ervan op de hoogte gebracht worden dat de inhoud van zijn project niet onderzocht is kunnen worden. Aldus zorgt men ervoor dat de werkzoekende, de auteur van het project, de pertinentie ervan en zijn ambitie om het tot een goed einde te brengen niet in vraag stelt.

N° 2 (de MM. Serge de PATOUL et Emmanuel DE BOCK)

### *Article 2*

**Ajouter un 13<sup>o</sup> rédigé comme suit : « 13<sup>o</sup> « le bassin économique de Bruxelles » : l'espace de la communauté d'activité économique liée à la Région de Bruxelles-Capitale. ».**

### JUSTIFICATION

Le rapport de l'Université Catholique de Louvain à l'attention de la Région bruxelloise datant du 15 juillet 1999 et intitulé « Critères pour la détermination des frontières de Bruxelles », avait fixé trois critères (indicateur physique/densité de population au 1<sup>er</sup> janvier 1998; indicateur fonctionnel/densité d'emplois au 1<sup>er</sup> janvier 1998; indicateur d'attractivité/migrations alternantes vers la Région bruxelloise au 1<sup>er</sup> janvier 1991) pour souligner la communauté d'intérêts qui existe entre sa ville et ses habitants.

Sur la base de ces trois critères, l'étude de l'UCL avait abouti à cerner l'agglomération bruxelloise comme s'étendant sur le territoire de 31 communes (411 km<sup>2</sup> et 1.200.000 habitants), soit les 19 communes bruxelloises auxquelles s'ajouteraient Beersel, Crainhem, Dilbeek, Drogenbos, Grimbergen, Leeuw-Saint-Pierre, Linkebeek, Rhode-Saint-Genèse, Waterloo, Wemmel et Wezembeek-Oppem.

Ainsi, le bassin économique bruxellois s'étendrait au-delà des limites de l'agglomération bruxelloise mais embrasserait des communes de Halle-Vilvorde (Brabant flamand) ainsi que des communes de la province du Brabant wallon.

Nr. 2 (van de heren Serge de PATOUL en Emmanuel DE BOCK)

### *Artikel 2*

**Een 13<sup>o</sup> toe te voegen, luidend als volgt : « 13<sup>o</sup> « Brusselse economische ruimte » : het gebied van de economische activiteit die samenhangt met het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. ».**

### VERANTWOORDING

Het verslag van de Université Catholique de Louvain ter attentie van het Brussels Gewest van 15 juli 1999 « Criteria voor de vaststelling van de grenzen van Brussel » had drie criteria vastgesteld (fysieke indicator/bevolkingsdichtheid op 1 januari 1998; functionele indicator/densiteit van de tewerkstelling op 1 januari 1998; attractiviteitsindicator/alternerende migratie naar het Brussels Gewest op 1 januari 1991) om de belangengemeenschap tussen de stad en haar inwoners te benadrukken.

Op basis van die drie criteria heeft de studie van de UCL de Brusselse agglomeratie afgebakend als een gebied van 31 gemeenten (411 km<sup>2</sup> en 1.200.000 inwoners), zijnde de 19 Brusselse gemeenten én Beersel, Kraainem, Dilbeek, Drogenbos, Grimbergen, Sint-Pieters-Leeuw, Linkebeek, Sint-Genesius-Rode, Waterloo, Wemmel en Wezembeek-Oppem.

De Brusselse economische ruimte zou aldus verder reiken dan de grenzen van de Brusselse agglomeratie en gemeenten van Halle-Vilvoorde (Vlaams-Brabant) en Waals-Brabant omvatten.

Une étude universitaire menée par les Facultés Universitaires Saint-Louis datant de juin 2004 a confirmé le bien-fondé de cette thèse de l'espace socio-économique bruxellois.

Celle-ci conclut sur base de quatre critères retenus (densité de population, densité d'emplois, taux de migrations alternantes sortantes, taux de migrations alternantes entrantes bruxelloises) conduisent à un bassin économique bruxellois composé de 33 communes (les dix-neuf communes bruxelloises, les six communes périphériques à savoir Crainhem, Drogenbos, Linkebeek, Rhode-Saint-Genèse, Wemmel, Wezembeek-Oppem, ainsi que Beersel, Dilbeek, Grimbergen, Leeuw-Saint-Pierre, Zaventem, ainsi que Braine l'Alleud et Waterloo soit une superficie de 474,1 km<sup>2</sup> et 1.290.520 habitants.

Plus récemment, l'Atlas de la Santé et du Social de Bruxelles-Capitale, édition 2006, émanant de l'Observatoire de la Santé et du Social, a rappelé judicieusement que « d'un point de vue géographique, Bruxelles s'étend largement hors de ses frontières administratives; les activités urbaines dépassent les frontières communales », preuve s'il en est que des organismes publics bruxellois reconnaissent la pertinence de l'approche socio-économique dépassant le seul clivage juridico-territorial.

Een universitaire studie van de « facultés universitaires Saint-Louis » van juni 2004 heeft het bestaan van die Brusselse sociaaleconomische ruimte bevestigd.

Die studie besluit dat vier geselecteerde criteria (bevolkingsdichtheid, tewerkstellingsdichtheid, migratiegraad alternerende uitgaande migratie, migratiegraad alternerende inkomende migratie) leiden tot een Brusselse economische ruimte bestaande uit 33 gemeenten (de 19 Brusselse gemeenten, de 6 gemeenten van de rand, Beersel, Dilbeek, Grimbergen, Sint-Pieters-Leeuw, Zaventem, Eigenbrakel en Waterloo), zijnde een oppervlakte van 474,1 km<sup>2</sup> en 1.290.520 inwoners.

Meer onlangs heeft de Welzijns- en Gezondheidsatlas van Brussel-Hoofdstad, editie 2006, die gepubliceerd wordt door het Observatorium voor Gezondheid en Welzijn, er heel juist op gewezen dat « geografisch gezien Brussel veel verder reikt dan zijn administratieve grenzen ». De stedelijke activiteiten reiken verder dan de gemeentegrenzen. Dat is het bewijs dat Brusselse openbare instellingen de relevantie erkennen van de sociaaleconomische benadering die de juridisch-territoriale tegenstelling overstijgt.

N° 3 (de MM. Serge de PATOUL, Emmanuel DE BOCK et Mme Françoise SCHEPMANS)

### *Article 3*

**Au § 2, alinéa premier, modifier le mot « défavorable » par le mot « favorable ».**

#### JUSTIFICATION

Le fait de recevoir un avis défavorable en cas de non respect des délais est doublement pénalisant pour le porteur de projet. En effet, en plus de ne pas recevoir une réponse dans les délais prévus, l'avis est in fine négatif. Il faut pousser les coopératives d'activités à agir de telle façon à ce qu'elles traitent les dossiers dans les délais impartis, et pas le contraire.

Nr. 3 (van de heren Serge de PATOUL, Emmanuel DE BOCK en mevrouw Françoise SCHEPMANS)

### *Artikel 3*

**In § 2, eerste lid, het woord « ongunstig » door het woord « gunstig » te vervangen.**

#### VERANTWOORDING

Een ongunstig advies krijgen in geval van niet-naleving van de termijnen is een dubbele straf voor de projectdrager. Hij krijgt niet enkel geen antwoord binnen de gestelde termijnen, maar het advies is uiteindelijk negatief. De activiteitencoöperaties moeten aangespoord worden om de dossiers binnen de gestelde termijnen te behandelen en niet omgekeerd.

N° 4 (de MM. Serge de PATOUL, Emmanuel DE BOCK et Mme Françoise SCHEPMANS)

### *Article 3*

**Au § 3, insérer un second alinéa rédigé comme suit : « Le refus est justifié. Le Gouvernement fixe le contenu minimum de la justification. ».**

#### JUSTIFICATION

Le porteur de projet doit bien être informé des raisons du refus. Cette justification lui permettra de comprendre ses erreurs et d'adapter son dossier pour une éventuelle réintroduction.

Nr. 4 (van de heren Serge de PATOUL, Emmanuel DE BOCK en mevrouw Françoise SCHEPMANS)

### *Artikel 3*

**In § 3 een tweede lid in te voegen, luidend : « De weigering is verantwoord. De Regering bepaalt de minimale inhoud van de verantwoording. ».**

#### VERANTWOORDING

De projectdrager moet duidelijk geïnformeerd worden over de redenen van de weigering. Door de verantwoording, zal hij zijn vergissingen begrijpen en zal hij zijn dossier kunnen aanpassen met het oog op een eventuele nieuwe indiening.

N° 5 (de MM. Serge de PATOUL, Emmanuel DE BOCK et Mme Françoise SCHEPMANS)

### *Article 3*

**Au § 4, ajouter un second alinéa rédigé comme suit :**  
*« La coopérative d'activités justifie sa motivation auprès du porteur de projet. Le Gouvernement fixe le contenu minimum de la justification. ».*

#### JUSTIFICATION

La coopérative d'activités doit justifier sa motivation auprès du porteur de projet afin que ce dernier puisse comprendre les raisons de cette décision. Cela lui permettra d'améliorer le projet existant ou de ne pas faire les mêmes erreurs lors d'un éventuel autre projet futur.

N° 6 (de MM. Serge de PATOUL et Emmanuel DE BOCK)

### *Article 8*

**Au § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 2<sup>o</sup>, alinéa premier, remplacer les mots « de la Région de Bruxelles-Capitale » par les mots « du bassin économique de Bruxelles ».**

#### JUSTIFICATION

Le rapport de l'Université Catholique de Louvain à l'attention de la Région bruxelloise datant du 15 juillet 1999 et intitulé « Critères pour la détermination des frontières de Bruxelles », avait fixé trois critères (indicateur physique/densité de population au 1<sup>er</sup> janvier 1998; indicateur fonctionnel/densité d'emplois au 1<sup>er</sup> janvier 1998; indicateur d'attractivité/migrations alternantes vers la Région bruxelloise au 1<sup>er</sup> janvier 1991) pour souligner la communauté d'intérêts qui existe entre sa ville et ses habitants.

Sur la base de ces trois critères, l'étude de l'UCL avait abouti à cerner l'agglomération bruxelloise comme s'étendant sur le territoire de 31 communes (411 km<sup>2</sup> et 1.200.000 habitants) soit les 19 communes bruxelloises auxquelles s'ajouteraient Beersel, Crainhem, Dilbeek, Drogenbos, Grimbergen, Leeuw-Saint-Pierre, Linkebeek, Rhode-Saint-Genèse, Waterloo, Wemmel et Wezembeek-Oppem.

Ainsi, le bassin économique bruxellois s'étendrait au-delà des limites de l'agglomération bruxelloise mais embrasserait des communes de Hal-Vilvorde (Brabant flamand) ainsi que des communes de la province du Brabant wallon.

Une étude universitaire menée par les Facultés Universitaires Saint-Louis datant de juin 2004 a confirmé le bien-fondé de cette thèse de l'espace socio-économique bruxellois.

Celle-ci conclut sur base de quatre critères retenus (densité de population, densité d'emplois, taux de migrations alternantes sortantes, taux de migrations alternantes entrantes bruxelloises) conduisent à un bassin économique bruxellois composé de 33 communes (les dix-neuf communes bruxelloises, les six communes périphériques à savoir Crainhem, Drogenbos, Linkebeek, Rhode-Saint-Genèse, Wemmel, Wezembeek-Oppem, ainsi que Beersel, Dilbeek, Grimbergen, Leeuw-Saint-Pierre, Zaventem, ainsi que Braine l'Alleud et Waterloo soit une superficie de 474,1 km<sup>2</sup> et 1.290.520 habitants).

Nr. 5 (van de heren Serge de PATOUL, Emmanuel DE BOCK en mevrouw Françoise SCHEPMANS)

### *Artikel 3*

**In § 4, een tweede lid toe te voegen, luidend : « De activiteitencoöperatie verantwoordt zich bij de projectdrager. De Regering bepaalt de minimale inhoud van de verantwoording. ».**

#### VERANTWOORDING

De projectdrager moet door de activiteitencoöperatie duidelijk geïnformeerd worden over de motivatie. Door de verantwoording van de beslissing, zal hij het bestaande project kunnen verbeteren en zal hij niet dezelfde vergissingen begaan bij een eventueel ander toekomstig project.

Nr. 6 (van de heren Serge de PATOUL en Emmanuel DE BOCK)

### *Artikel 8*

**In § 1, tweede lid, 2<sup>o</sup>, eerste lid, de woorden « van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest » te vervangen door de woorden « van de Brusselse economische ruimte ».**

#### VERANTWOORDING

Het verslag van de Université Catholique de Louvain ter attentie van het Brussels Gewest van 15 juli 1999 « Criteria voor de vaststelling van de grenzen van Brussel » had drie criteria vastgesteld (fysieke indicator/bevolkingsdichtheid op 1 januari 1998; functionele indicator/densiteit van de tewerkstelling op 1 januari 1998; attractiviteitsindicator/alternerende migratie naar het Brussels Gewest op 1 januari 1991) om de belangengemeenschap tussen de stad en haar inwoners te benadrukken.

Op basis van die drie criteria heeft de studie van de UCL de Brusselse agglomeratie afgebakend als een gebied van 31 gemeenten (411 km<sup>2</sup> en 1.200.000 inwoners), zijnde de 19 Brusselse gemeenten én Beersel, Kraainem, Dilbeek, Drogenbos, Grimbergen, Sint-Pieters-Leeuw, Linkebeek, Sint-Genesius-Rode, Waterloo, Wemmel en Wezembeek-Oppem.

De Brusselse economische ruimte zou aldus verder reiken dan de grenzen van de Brusselse agglomeratie en gemeenten van Halle-Vilvoorde (Vlaams-Brabant) en Waals-Brabant omvatten.

Een universitaire studie van de « facultés universitaires Saint-Louis » van juni 2004 heeft het bestaan van die Brusselse sociaaleconomische ruimte bevestigd.

Die studie besluit dat vier geselecteerde criteria (bevolkingsdichtheid, tewerkstellingsdichtheid, migratiegraad alternerende uitgaande migratie, migratiegraad alternerende inkomende migratie) leiden tot een Brusselse economische ruimte bestaande uit 33 gemeenten (de 19 Brusselse gemeenten, de 6 gemeenten van de rand, Beersel, Dilbeek, Grimbergen, Sint-Pieters-Leeuw, Zaventem, Eigenbrakel en Waterloo), zijnde een oppervlakte van 474,1 km<sup>2</sup> en 1.290.520 inwoners.

Plus récemment, l'Atlas de la Santé et du Social de Bruxelles-Capitale, édition 2006, émanant de l'Observatoire de la Santé et du Social, a rappelé judicieusement que « d'un point de vue géographique, Bruxelles s'étend largement hors de ses frontières administratives; les activités urbaines dépassent les frontières communales », preuve s'il en est que des organismes publics bruxellois reconnaissent la pertinence de l'approche socio-économique dépassant le seul clivage juridico-territorial.

N° 7 (de MM. Serge de PATOUL et Emmanuel DE BOCK)

#### *Article 8*

**Au § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 2<sup>o</sup>, alinéa 2, modifier les mots « de la Région de Bruxelles-Capitale » par les mots « *du bassin économique de Bruxelles* ».**

#### JUSTIFICATION

Le rapport de l'Université Catholique de Louvain à l'attention de la Région bruxelloise datant du 15 juillet 1999 et intitulé « Critères pour la détermination des frontières de Bruxelles », avait fixé trois critères (indicateur physique/densité de population au 1<sup>er</sup> janvier 1998; indicateur fonctionnel/densité d'emplois au 1<sup>er</sup> janvier 1998; indicateur d'attractivité/migrations alternantes vers la Région bruxelloise au 1<sup>er</sup> janvier 1991) pour souligner la communauté d'intérêts qui existe entre sa ville et ses habitants.

Sur la base de ces trois critères, l'étude de l'UCL avait abouti à cerner l'agglomération bruxelloise comme s'étendant sur le territoire de 31 communes (411 km<sup>2</sup> et 1.200.000 habitants) soit les 19 communes bruxelloises auxquelles s'ajouteraient Beersel, Crainhem, Dilbeek, Drogenbos, Grimbergen, Leeuw-Saint-Pierre, Linkebeek, Rhode-Saint-Genèse, Waterloo, Wemmel et Wezembeek-Oppem.

Ainsi, le bassin économique bruxellois s'étendrait au-delà des limites de l'agglomération bruxelloise mais embrasserait des communes de Halle-Vilvorde (Brabant flamand) ainsi que des communes de la province du Brabant wallon.

Une étude universitaire menée par les Facultés Universitaires Saint-Louis datant de juin 2004 a confirmé le bien-fondé de cette thèse de l'espace socio-économique bruxellois.

Celle-ci conclut sur base de quatre critères retenus (densité de population, densité d'emplois, taux de migrations alternantes sortantes, taux de migrations alternantes entrantes bruxelloises) conduisent à un bassin économique bruxellois composé de 33 communes (les dix-neuf communes bruxelloises, les six communes périphériques à savoir Crainhem, Drogenbos, Linkebeek, Rhode-Saint-Genèse, Wemmel, Wezembeek-Oppem, ainsi que Beersel, Dilbeek, Grimbergen, Leeuw-Saint-Pierre, Zaventem, ainsi que Braine l'Alleud et Waterloo soit une superficie de 474,1 km<sup>2</sup> et 1.290.520 habitants).

Plus récemment, l'Atlas de la Santé et du Social de Bruxelles-Capitale, édition 2006, émanant de l'Observatoire de la Santé et du Social, a rappelé judicieusement que « d'un point de vue géographique, Bruxelles s'étend largement hors de ses frontières administratives; les activités urbaines dépassent les frontières communales », preuve s'il en est que des organismes publics bruxellois reconnaissent la pertinence de l'approche socio-économique dépassant le seul clivage juridico-territorial.

Meer onlangs heeft de Welzijns- en Gezondheidsatlas van Brussel-Hoofdstad, editie 2006, die gepubliceerd wordt door het Observatorium voor Gezondheid en Welzijn, er heel juist op gewezen dat « geografisch gezien Brussel veel verder reikt dan zijn administratieve grenzen ». De stedelijke activiteiten reiken verder dan de gemeentegrenzen. Dat is het bewijs dat Brusselse openbare instellingen de relevantie erkennen van de sociaaleconomische benadering die de juridisch-territoriale tegenstelling overstijgt.

Nr. 7 (van de heren Serge de PATOUL en Emmanuel DE BOCK)

#### *Artikel 8*

**In § 1, tweede lid, 2<sup>o</sup>, tweede alinea, de woorden « van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest » te vervangen door de woorden « van de Brusselse economische ruimte ».**

#### VERANTWOORDING

Het verslag van de Université Catholique de Louvain ter attentie van het Brussels Gewest van 15 juli 1999 « Criteria voor de vaststelling van de grenzen van Brussel » had drie criteria vastgesteld (fysieke indicator/bevolkingsdichtheid op 1 januari 1998; functionele indicator/densiteit van de tewerkstelling op 1 januari 1998; attractiviteitsindicator/alternerende migratie naar het Brussels Gewest op 1 januari 1991) om de belangengemeenschap tussen de stad en haar inwoners te benadrukken.

Op basis van die drie criteria heeft de studie van de UCL de Brusselse agglomeratie afgebakend als een gebied van 31 gemeenten (411 km<sup>2</sup> en 1.200.000 inwoners), zijnde de 19 Brusselse gemeenten én Beersel, Kraainem, Dilbeek, Drogenbos, Grimbergen, Sint-Pieters-Leeuw, Linkebeek, Sint-Genesius-Rode, Waterloo, Wemmel en Wezembeek-Oppem.

De Brusselse economische ruimte zou aldus verder reiken dan de grenzen van de Brusselse agglomeratie en gemeenten van Halle-Vilvoorde (Vlaams-Brabant) en Waals-Brabant omvatten.

Een universitaire studie van de « facultés universitaires Saint-Louis » van juni 2004 heeft het bestaan van die Brusselse sociaaleconomische ruimte bevestigd.

Die studie besluit dat vier geselecteerde criteria (bevolkingsdichtheid, tewerkstellingsdichtheid, migratiegraad alternerende uitgaande migratie, migratiegraad alternerende inkomende migratie) leiden tot een Brusselse economische ruimte bestaande uit 33 gemeenten (de 19 Brusselse gemeenten, de 6 gemeenten van de rand, Beersel, Dilbeek, Grimbergen, Sint-Pieters-Leeuw, Zaventem, Eigenbrakel en Waterloo), zijnde een oppervlakte van 474,1 km<sup>2</sup> en 1.290.520 inwoners.

Meer onlangs heeft de Welzijns- en Gezondheidsatlas van Brussel-Hoofdstad, editie 2006, die gepubliceerd wordt door het Observatorium voor Gezondheid en Welzijn, er heel juist op gewezen dat « geografisch gezien Brussel veel verder reikt dan zijn administratieve grenzen ». De stedelijke activiteiten reiken verder dan de gemeentegrenzen. Dat is het bewijs dat Brusselse openbare instellingen de relevantie erkennen van de sociaaleconomische benadering die de juridisch-territoriale tegenstelling overstijgt.